

Libération

Directeur de Publication et de la Rédaction : **Mohamed Benarbia**

Prix: 4 DH

N°: 9495

Lundi 20 Décembre 2021

Sérénité et responsabilité

L'exemple édifiant servi par l'USFP

Driss Lachgar
Les candidatures pour le premier secrétariat seront toutes soumises au Congrès national



Dr Moulay Said Afif : *Une troisième dose est nécessaire pour garantir une immunité collective et faire face au nouveau variant*



Page 6

Les ressources en terres et en eau atteignent un niveau de stress critique



Page 10

Femmes suspendues
Un film documentaire poignant retraçant une quête de liberté quasiment perdue d'avance



Page 12

Le Raja s'impose à domicile
Le Wydad chute à El Jadida



Page 23



Habib El Malki
Nos décisions ne nous sont dictées par personne, nous les devons uniquement à notre conscience collective

Lire pages 2-3

Sérénité et responsabilité

L'exemple édifiant servi par l'USFP

Actualité



Au terme d'une journée marathon de débats constructifs et sereins, le Conseil national de l'USFP a approuvé, samedi dernier, les résolutions de la Commission organisationnelle issue de la Commission préparatoire du 11ème Congrès national, à une très large majorité (201 membres se sont prononcés en faveur du rapport, contre neuf abstentions), alors que le document politique élaboré par la Commission politique a été approuvé à l'unanimité.

Dans son allocution lors des travaux du Conseil national, tenu en présentiel au siège central du parti à Rabat et auquel ont pris part 210 membres, le Premier secrétaire, Driss Lachguar, a évoqué les défis auxquels est confrontée la cause nationale du Royaume et les provocations incessantes de ses ennemis, exhortant tous

les Ittihadis à se mobiliser pour défendre la cause nationale et à faire face à toutes les tentatives et manœuvres des ennemis de notre intégrité territoriale, en particulier celles émanant de nos voisins.

Driss Lachguar a ajouté qu'il faut faire preuve de prudence et contrer toutes « les tentatives de nos voisins, en particulier les récentes tentatives de saper le prochain sommet arabe (prévu en Algérie en 2022) et de créer l'axe du mal en vue de contrecarrer les positions de l'opinion publique internationale favorables à notre cause nationale ».

Il a, par ailleurs, mis en exergue la sagesse et la conscience responsable avec lesquelles « nos frères et amis palestiniens ont agi, déjouant ainsi la conspiration tramée par nos voisins ». Il y a lieu de signaler que le régime algérien avait souhaité que le président palestinien Mahmoud Abbas condamne le Maroc durant sa récente visite à Alger où il a été reçu le président algérien. Mais cette manœuvre d'Alger est tombée à l'eau.

Le dirigeant ittihadî a également salué la récente décision du Conseil suprême du Conseil de coopération du Golfe, dont la déclaration finale de sa 42ème session qui s'est tenue mardi à Riyad, a confirmé la constance de la position des pays du Golfe vis-à-vis du Maroc et son intégrité territoriale, soulignant que cette décision est un signal fort aux ennemis du Royaume et que toutes leurs provocations se heurteront inévitablement à la fermeté du peuple marocain.

Par ailleurs, Driss Lachguar a affirmé que le Bureau politique a décidé de commémorer le centenaire de la naissance du leader de l'USFP, feu Abderrahim Bouabid, et ce en vue de préserver la mémoire

“



El Malki

Nos décisions ne nous sont dictées par personne, nous les devons uniquement à notre conscience collective

ittihadie et d'auréoler tous les martyrs et leaders du parti de la Rose.

Il a rappelé que vu l'état d'urgence, il a été décidé de soumettre une recommandation au Conseil national du parti dans le but de « constituer un comité de prépara-

“



Lachguar
Les candidatures pour le premier secrétariat seront toutes soumises au Congrès national

tion du centenaire de feu Abderrahim Bouabid. « Si les conditions épidémiologiques le permettent, des invités en dehors du Maroc seront convoqués pour livrer leurs témoignages sur le parcours de Bouabid », a précisé le dirigeant itihadhi.

Driss Lachgar a également affirmé que cinq candidatures ont été déposées auprès de la direction du parti jusqu'à présent, soulignant qu'il veillera à ce qu'elles soient transmises au prochain Congrès.

Pour sa part, Habib El Malki, président du Conseil national du parti, a affirmé que cette session coïncide avec la commémoration de l'assassinat du martyr Omar Benjelloun survenu le 18 décembre 1975 à Casablanca. Pour cette raison, les membres du Conseil national ont procédé à la lecture de la Fatïha à la mémoire du martyr Omar Benjelloun au début de leurs travaux.

Habib El Malki a expliqué que le succès du prochain Congrès national dépend largement de bons préparatifs organisationnels et logistiques, en particulier dans cette circonstance exceptionnelle liée aux répercussions du Covid-19, ajoutant que l'USFP poursuivra sa lutte pour consolider la justice sociale, l'égalité et la démocratie.

Le président du Conseil national a mis en avant que l'USFP a réalisé des résultats positifs lors des élections du 8 septembre dernier en dépit de toutes les prédictions négatives et les campagnes de désinformation auxquelles notre parti a été soumis, tout en soulignant que ces résultats constituent une lueur d'espoir.

Il a également affirmé que les récentes élections ont montré de nombreux faits. « Ces élections ont révélé que nous avons été victimes de l'utilisation d'argent sale et de pratiques illégales. Elles ont aussi dévoilé le comportement d'un certain nombre de nos militants », a-t-il précisé.

Dans son discours devant les membres du Conseil national du parti, Habib El Malki a également appelé à « mobiliser notre intelligence collective et à tirer profit de façon efficace des énergies et compétences dont regorge notre parti ».

Il a conclu son intervention en soulignant qu'avec la détermination et la volonté de tous les Itihadhis, « nous serons en mesure d'assurer au prochain Congrès national du parti plein succès », assurant que tous les Itihadhis se rendent compte que « les décisions ne sont dictées par personne, mais sont plutôt dictées par nos consciences ».

Pour sa part, Mohamed Mouhib a indiqué que la Commission de logistique prévoit deux options : ou bien on organise le Congrès national en distanciel ou bien en présentiel. Cela dépend de l'évolution de la situation sanitaire dans notre pays.

« Le plus important, c'est que toutes les correspondances et démarches administratives pour réserver des centres d'estivage devant accueillir les congressistes ont été faites dans toutes les régions du Royaume », a-t-

il précisé.

Le président de ladite commission a également souligné que celle-ci entamera effectivement à partir de cette semaine la mise en œuvre des résolutions et recommandations de la Commission préparatoire et du Conseil national du parti. « La Commission de logistique a pour but de mettre en œuvre les décisions du Conseil national et garantir les meilleures conditions pour la tenue du prochain Congrès national », a-t-il fait savoir.

Selon lui, la Commission de logistique prévoit trois étapes importantes. La première consiste à l'organisation de débats autour des projets de résolution élaborés par les deux commissions organisationnelle et politique dans toutes les provinces et régions du Maroc.

Dans la deuxième étape, la Commission de logistique veille à fixer la liste des adhérents et à l'élection des congressistes sous la supervision des organes partisans compétents. « Notre devoir est de garantir de bonnes conditions pour que cette étape se déroule en toute transparence et dans un climat de fraternité. Vous avez un rôle important à jouer pour assurer le succès de cette étape », a souligné Mohamed Mouhib en s'adressant aux membres du « parlement » du parti de la Rose.

Concernant la troisième étape, le membre du Bureau politique a assuré que les travaux des deux premiers jours (vendredi et samedi) du Congrès national se dérouleront au niveau de plateformes régionales mises en place à cet effet. Durant cette phase organisée à distance, les congressistes au niveau de chaque région approuveront les rapports moral et financier et les projets de résolution et éliront les membres du Conseil national et des secrétariats régionaux.

Par la suite, les travaux du troisième jour du Congrès (dimanche) se dérouleront en présentiel à Bouznika en présence des membres élus du Conseil national et des secrétariats régionaux pour élire le prochain Premier secrétaire du parti.

Lors de la réunion du Conseil national du parti qui s'est déroulée dans



Mouhib
Notre but est de garantir les meilleures conditions pour la tenue du prochain Congrès

un climat positif et responsable et de prise de conscience de la nécessité de garantir toutes les conditions pour le succès du prochain Congrès national du parti. Jaouad Chafik, membre de la Commission organisationnelle, a présenté les résultats des travaux accomplis par celle-ci depuis sa création.

Selon lui, les deux résolutions organisationnelles et le cadre référentiel ont été approuvés à une grande majorité par les membres de ladite commission qui a tenu une réunion toute la matinée de samedi dernier.

« Notre philosophie organisationnelle fait partie de notre héritage politique. Les congressistes ne devraient pas traiter de résolutions organisationnelles comme s'il ne s'agissait que de règles et de mécanismes organisationnels, mais cela doit être lié à nos choix politiques, à notre référentiel social-démocrate, et à ce que nous imposent les transformations que le monde connaît (la révolution numé-

rique, l'intelligence artificielle... », a-t-il mis en exergue. Et d'ajouter : « Nous devons adapter notre organisation partisane à ces évolutions afin de la rendre plus ouverte, plus efficace et efficiente ».

Pour sa part, Youness Mjahed, rapporteur de la Commission politique, a passé en revue les réunions tenues par ladite commission en présentiel et en distanciel (réunions du 27 novembre et du 2 et 7 décembre), soulignant que ces réunions, qui ont duré plus de 8 heures, ont été marquées par un débat riche et fructueux.

Il a également rappelé que la Commission politique issue de la Commission préparatoire du 11ème Congrès national du parti a organisé conjointement avec la Commission des affaires politiques, institutionnelles et des droits de l'Homme émanant du Conseil national une conférence sur « Le parcours de l'USFP entre participation et opposition ».

Par la suite, Youness Mjahed a souligné que les membres de la Commission ont examiné samedi dernier le projet de résolution politique. « 16 personnes ont pris la parole lors de cette réunion », a-t-il précisé, affirmant que les membres de ladite commission ont approuvé le projet de résolution et que celui-ci sera débattu par les militants itihadhis dans les provinces et les régions avant de le soumettre au prochain Congrès national pour approbation.

Il y a lieu de rappeler que le Conseil national de l'USFP, tenu le 20 novembre courant, a décidé la tenue du prochain Congrès de l'USFP, en présentiel et en distanciel, les 29, 30 et 31 janvier prochain. Il a également décidé à l'unanimité l'amendement de l'article 77 du règlement intérieur en réduisant le délai de la convocation du Congrès national de trois à deux mois, et l'amendement du deuxième alinéa de l'article 80 du règlement intérieur en mettant en place la règle de distribution des congressistes sur la base des voix obtenues lors des dernières échéances électorales.

Mourad Tabet



Chafik
Notre organisation partisane devrait être plus ouverte, plus efficace et efficiente



Omar Hilale met en avant l'engagement de la jeunesse en faveur de l'action climatique



L'ambassadeur représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU, Omar Hilale a mis en avant, vendredi à New York, l'engagement "accru" de la jeunesse internationale et marocaine dans les efforts visant à lutter contre le dérèglement climatique dans le monde. "La jeunesse internationale et marocaine est de plus en plus impliquée dans l'action climatique", a souligné M. Hilale lors d'une réunion virtuelle du Groupe des Amis sur le changement climatique qu'il co-présidait avec son homologue français Nicolas de Rivière.

L'ambassadeur a relevé que le Maroc est fort de sa conviction en faveur de l'action-climat, et s'engage de manière multidimensionnelle en faveur des questions climatiques, en rehaussant ambitieusement le seuil de sa contribution déterminée au niveau national, soit l'équivalent d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 45,5% d'ici 2030. Il a également rappelé que le Maroc a activement soutenu la participation des jeunes africains à la Pré-COP26 organisée début octobre à Milan, à la veille de la grand-messe climatique qui a eu lieu à Glasgow.

"Il est important d'impliquer la jeunesse dans nos déli-

bérations si nous voulons que la mobilisation climatique perdure et se renforce", a insisté M. Hilale, appelant à créer de nouvelles opportunités pour les générations présentes et futures, en particulier dans des régions comme l'Afrique.

Soulignant que le changement climatique constitue le "challenge déterminant de notre époque", l'ambassadeur a mis en exergue l'importance de préparer la prochaine génération à faire face à ses impacts, à lui montrer la voie et à rechercher des alternatives. Il a, à ce sujet, mis en garde contre les effets des changements climatiques qui constituent un "sérieux défi" pour le développement en général et peuvent même compromettre le tissu socio-économique des communautés et des peuples du monde entier. "Il est crucial d'accroître la capacité des pays à s'adapter aux impacts du changement climatique", a indiqué M. Hilale lors de cette réunion qui a mis la lumière sur la jeunesse et l'action climatique, en présence des membres du Groupe consultatif du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse. Il a, de même, fait observer que les jeunes ont la capacité de transformer le climat en une opportunité "s'ils disposent du bon espace pour le

faire", relevant que ces jeunes sont bien outillés pour créer une nouvelle génération d'emplois verts, aider à mobiliser un financement adéquat pour les jeunes entrepreneurs, changer le paradigme sur le climat et bâtir un agenda positif pour le développement.

"Nous devons par conséquent les inclure dans nos dialogues et travailler avec eux main dans la main", a affirmé l'ambassadeur, ajoutant que ces jeunes se sont engagés dans un dialogue "ouvert et transparent", sur la façon d'élever l'ambition et les moyens d'accélérer l'action. Il a également indiqué que la réunion du Groupe d'Amis du climat avec ces jeunes est à même de donner un nouvel élan aux efforts collectifs de plaidoyer pour l'action climatique et de galvaniser le leadership politique sur la route vers la COP27 prévue à Sharm Sheikh en Egypte. M. Hilale a par ailleurs fait remarquer que la COP26 a été une étape "importante" dans l'action climatique, en appelant la communauté internationale à redoubler d'efforts pour maintenir l'objectif de 1,5 degré à portée de main.

Durant cet événement d'envergure, plusieurs pays ont fait preuve d'une forte détermination et d'une ambition clima-

tique renouvelée, à travers leurs Contributions déterminées nationales (CDN), a-t-il dit, notant toutefois qu'à l'approche du 6^e anniversaire de l'Accord de Paris, les CDN de plusieurs pays restent loin de ce qui est nécessaire.

De son côté, l'ambassadeur, représentant permanent de France auprès de l'ONU, a indiqué que les jeunes générations sont à l'épreuve à cause d'une crise climatique qui constitue un "code rouge" pour l'humanité.

Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur la nécessité de capitaliser sur la mobilisation "sans précédent" des jeunes en faveur de l'action climatique, notant que ces jeunes sont à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement climatique à travers la proposition de solutions et alternatives positives.

Les jeunes générations constituent la voix de l'avenir, a-t-il dit, en appelant les pays à honorer leurs engagements à travers des actions "concrètes et crédibles".

Prenant la parole à cette réunion depuis Agadir, Manal Bidar, une jeune marocaine engagée dans l'action climatique, s'est dite fière de la transition énergétique opérée par le Maroc, un pays leader en matière d'énergies renouvelables et

de solutions respectueuses de l'environnement. Elle a indiqué que la jeunesse marocaine, qui est consciente du caractère urgent de la crise climatique, est engagée dans des actions multiples et diversifiées.

Manal a aussi fait part de sa fierté de servir en tant qu'ambassadrice de l'African Youth Climate Hub, une initiative visant à renforcer le leadership des jeunes africains en faveur de l'action climatique, notamment à travers le renforcement des capacités, l'autonomisation et la mobilisation à large échelle. Elle a souligné qu'il est temps de réunir les militants et les parties prenantes puisque la menace de la crise climatique concerne tout le monde et de rendre accessibles les compétences, les connaissances et l'éducation axées sur le climat afin de mobiliser davantage d'individus en faveur de l'environnement.

Il est question aussi, selon Manal, de promouvoir et soutenir les efforts menés par les jeunes en augmentant le financement climatique, en multipliant les opportunités et en investissant dans des alternatives durables.

Pour sa part, la présidente du Groupe consultatif du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse, la Soudanaise Nisreen Elsaïm, a souligné l'urgence d'agir en vue de lutter contre les répercussions du changement climatique, dans le monde, notamment en Afrique. Elle a jugé "insuffisantes" les actions prises à l'occasion de la COP26 à Glasgow. "Les initiatives annoncées doivent se traduire par des actions sur le terrain", pour épargner à l'humanité un danger "très sérieux" a-t-elle mis en garde.

Les représentants de plusieurs Etats membres prenant la parole lors de cette réunion ont mis en avant la contribution des jeunes aux efforts collectifs de lutte contre le changement climatique et ses répercussions de par le monde. Tout en appelant à joindre l'acte à la parole, les intervenants ont plaidé pour une forte mobilisation qui implique toutes les parties prenantes dans cette cause noble en faveur du climat et de l'environnement.

Les participants à la conférence organisé par Acama à Las Palmas unanimes

Le plan marocain d'autonomie, viable et réaliste pour résoudre le conflit artificiel autour du Sahara

Le plan d'autonomie présenté par le Maroc en 2007 pour clore définitivement le conflit artificiel autour de son Sahara est «viable et réaliste» et présente toutes les garanties pour résoudre ce différend, ont souligné les participants à une conférence tenue à Las Palmas. L'autonomie, une proposition saluée par le Conseil de sécurité de l'ONU et la communauté internationale, constitue une opportunité pour consolider la paix dans la région et édifier l'Union du Maghreb Arabe (UMA), ont relevé les intervenants à cette conférence tenue, mercredi, à l'initiative de l'Association de coopération et d'amitié canario-marocaine (Acama) sous le thème «L'autonomie, solution viable et juste au conflit régional du Sahara».

A cette occasion, l'ancien président régional des Canaries, Jeronimo Saavedra, a fait observer que le plan d'autonomie présenté par le Maroc est une «solution réaliste, viable, durable et acceptable». «La proposition marocaine garantit aux populations locales leurs droits et la gestion de leurs affaires sans discrimination ni exclusion», a insisté M. Saavedra, également ancien maire de Las Palmas, précisant que le Maroc a déployé des efforts importants pour clore ce dossier et avancer vers l'unification et le développement de toute la région maghrébine. «Nous devons tourner la page de ce conflit et construire l'avenir. C'est l'objectif du Maroc et son plan d'autonomie est la meilleure solution pour aller de l'avant dans cette dé-

marche», a fait remarquer l'ancien président canarien.

«La meilleure voie de résoudre ce conflit est la proposition marocaine d'autonomie», a indiqué, de son côté, l'académicien espagnol, Rafael Esparza Machin, notant que «l'idée d'un référendum d'autodétermination a été enterrée à tous les niveaux des Nations unies». «Tout le monde pense désormais que la seule solution possible est un accord entre les parties sur la base de l'autonomie sous souveraineté marocaine», a-t-il indiqué, assurant que cette solution serait bénéfique pour toutes les parties concernées, mais aussi pour les pays voisins et surtout pour les Iles Canaries, qui pourront ainsi renforcer leurs relations avec le Maroc sur une base solide.

Dans le même sens, M. Esparza, ancien leader du Parti socialiste canarien, a déploré le rôle négatif joué par l'Algérie dans la question du Sahara, soulignant que ce pays, qui est à l'origine de ce conflit artificiel, doit s'impliquer davantage pour contribuer au règlement de ce différend. La résolution de la question du Sahara marocain contribuerait à l'édification d'une UMA solide et dynamique et améliorerait les relations des pays de la région avec l'Europe et le reste du monde, a-t-il soutenu.

Dans le même sillage, Ahmed Lakhri, membre de la Chambre des conseillers, a relevé que l'initiative d'autonomie jouit du soutien de l'ensemble du peuple marocain, en particulier de toutes les régions du Sahara, et de la communauté internationale. "La



population du Sahara et ses représentants démocratiquement élus sont convaincus qu'à travers ce projet d'autonomie, le Royaume du Maroc garantirait aux citoyens de la région leur droit de gérer leurs affaires de manière démocratique», a-t-il martelé, ajoutant qu'il «ne s'agit pas d'une décision unilatérale, ni imposée, c'est une idée ouverte pour une solution durable et définitive».

Les dernières élections tenues au Maroc en septembre dernier ont été marquées par la forte participation des citoyens des provinces sahariennes, confirmant, une fois de plus, leur at-

tachement indéfectible à leur pays, le Maroc, et l'exercice légitime de leur droit d'élire leurs représentants de manière démocratique, a fait savoir M. Lakhri dans une intervention par vidéo-conférence.

"Parallèlement à la stabilité politique, le Sahara marocain constitue déjà une réelle opportunité économique pour le développement de toute la région. Grâce à la vision clairvoyante de S.M le Roi Mohammed VI, les régions du Sahara sont devenues une plateforme stratégique et économique pour les pays d'Afrique subsaharienne et les régions voisines,

notamment les Iles Canaries», a-t-il noté. «La régionalisation avancée est également une forme d'autonomie qui nous permet de gérer nos affaires et dans laquelle la participation des citoyens est garantie dans la gestion des ressources des trois régions du Sahara», a souligné, pour sa part, Mohamed Salem Behiya, président du Conseil provincial de Tarfaya.

«La proposition d'autonomie du Maroc est une solution en conformité avec le droit international», a-t-il dit, ajoutant que les positions maximalistes et radicales ne contribueront jamais à résoudre ce conflit de longue date.

Olivier Becht : Le Maroc, un partenaire stratégique crédible pour la France et l'Occident dans le volet sécuritaire

Le Royaume du Maroc, sous la conduite éclairée de S.M le Roi Mohammed VI, est un «partenaire stratégique crédible» pour la France et l'Occident dans le volet sécuritaire, a affirmé, vendredi, Olivier Becht, député membre de la Commission de la défense nationale et des Forces Armées au sein de l'Assemblée nationale française.

Lors d'un échange avec Driss El Kaissi, consul général du Maroc à Strasbourg, M. Becht, également président du groupe Agir ensemble, et membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a souligné que le Royaume est amené à poursuivre son rôle de leader dans la région et constituera toujours le «bon modèle à suivre pour les pays africains et arabes», indique un communiqué du consulat du Maroc dans la ville alsacienne.

Le Royaume, a ajouté le député français, est un «acteur clé» dans la paix au Moyen-Orient et sera, certainement, un «très bon médiateur pour trouver une solution juste et définitive à la question palestinienne», relève le communiqué.

Par la même occasion, M. Becht a tenu à saluer l'Initiative nationale de développement humain (INDH) et le Nouveau modèle de Développement qui visent une redistribution équitable des richesses, exprimant son admiration de la gestion par le Royaume de la crise sanitaire avec un focus sur la protection des citoyens en premier lieu tout en réussissant à maintenir l'activité économique à un niveau satisfaisant.

Selon la même source, les deux parties ont échangé sur les dernières élections qui ont eu lieu au Maroc, et comme mentionné par la délégation des observateurs

de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Becht «s'est dit «impressionné» par l'augmentation du taux de participation de plus de 50%, soit sept points de plus par rapport aux législatives de 2016 et surtout l'implication des jeunes dans ce triple scrutin».

Sur la question du Sahara marocain, le député français a salué la forte participation des Sahraouis des provinces du Sud aux dernières élections, dépassant la moyenne du pays, ce qui est un «signe de leur attachement à la solution de l'autonomie proposée par le Maroc et saluée par les résolutions du Conseil de sécurité», note le communiqué.

M. Becht a saisi cette occasion pour appeler l'Europe à renforcer son partenariat avec le Royaume qui est le modèle réussi de la politique de voisinage avec le Sud de la Méditerranée.

Agencia Stampa Italia Le Maroc mène une lutte efficace contre le terrorisme

Le Maroc mène une «lutte efficace» contre le terrorisme, a indiqué vendredi l'agence de presse italienne "Agencia Stampa Italia". Le rapport 2020 sur le terrorisme que vient de publier le département d'Etat américain témoigne de «l'efficacité de la lutte du Maroc contre le terrorisme», a souligné l'agence italienne. Citant le rapport américain, Agencia Stampa Italia a mis en avant les efforts déployés par le Royaume dans la lutte contre le terrorisme, relevant que «le gouvernement marocain a poursuivi sa stratégie globale, qui comprend des mesures de sécurité, de coopération et des politiques régionales et internationales et de lutte contre la radicalisation». «Grâce à l'action préventive des autorités marocaines, le risque d'actes terroristes, bien que le pays soit une zone complexe comme celle de

l'Afrique du Nord, a considérablement diminué», a fait remarquer le média italien.

Parmi les résultats obtenus par le Royaume, «le rapport rappelle l'arrestation d'au moins 35 personnes et le démantèlement de sept cellules terroristes qui avaient planifié des attentats contre des bâtiments de l'Etat, des personnalités publiques et des sites touristiques, à tel point qu'en 2020 il n'y a eu aucun acte terroriste au Maroc», a poursuivi la même source.

Le département d'Etat a mis en avant la politique marocaine de lutte contre l'extrémisme violent, faisant observer que «le Maroc a mis en place une stratégie globale en la matière qui privilégie le développement économique et humain, outre la lutte contre la radicalisation et le contrôle de la sphère religieuse», a rapporté l'agence.

Dr Moulay Said Afif : Une troisième dose est nécessaire pour garantir une immunité collective et faire face au nouveau variant



La situation épidémiologique au Maroc demeure stable même après l'apparition du premier cas Omicron, et ce grâce aux mesures prises par les autorités compétentes, a affirmé Dr Moulay Said Afif, membre du Comité national technique et scientifique consultatif de vaccination. Toutefois, souligne-t-il, une troisième

dose est nécessaire pour garantir une immunité collective et faire face au nouveau variant.

Dans un entretien à Map-Casablanca, Dr. Afif, également président de la Société marocaine des sciences médicales (SMSM), a mis l'accent sur l'importance et l'efficacité des dispositions prises par l'Etat pour diminuer la propagation du

virus, tout en tirant la sonnette d'alarme sur l'augmentation du nombre des cas contaminés. "Nous sommes passés de 100 cas par jour à plus de 200 actuellement, d'où la nécessité pour tous d'aller se faire vacciner pour les personnes non-vaccinées, et de faire sa troisième dose pour celles qui ne l'ont pas encore fait", souligne-t-il.

Pour Dr Afif, la décision du Maroc de suspendre les vols aériens et de contrôler les voyageurs au départ et à l'arrivée permettra de "freiner et ralentir la propagation du virus". S'agissant de l'apparition du premier cas Omicron au Maroc, le spécialiste a expliqué qu'il s'agit d'un virus qui mute, soulignant que ce cinquième variant de la Covid est le

plus contagieux, raison pour laquelle il a été récemment classé dangereux par l'OMS.

Sa contagiosité est similaire à celle de la varicelle, a fait savoir Dr Afif, avertissant qu'il touche plus les personnes à immunité faible. Et de rappeler que le premier cas d'infection au nouveau variant du coronavirus a été enregistré chez une trentenaire qui se trouve dans un "état stable", et qui bénéficie d'une supervision médicale conformément aux mesures sanitaires en vigueur.

Pour faire face à ce nouveau variant, Dr. Afif insiste sur l'importance de respecter les mesures barrières, notamment la distanciation sociale, le port correct du masque et le lavage fréquent des mains. Il a de même insisté sur l'importance de l'accélération de la campagne de vaccination. Dr Afif a exhorté les personnes non-vaccinées à "aller aux centres hospitaliers pour faire leurs vaccins", précisant que la vaccination est le "seul outil pour freiner la propagation de ce virus et préserver la santé publique". Seule une vaccination complète et générale permettra de faire face à ce virus, souligne-t-il.

Par ailleurs, ce membre du comité technique et scientifique a mis l'accent sur le rôle des médias dans la lutte contre les fake news, saluant le rôle joué par l'agence MAP dans la sensibilisation et la diffusion d'une information vérifiée.

La fermeture des écoles, une mesure de dernier recours même en cas de propagation de Omicron

Alors que les cas de Covid-19 connaissent une nouvelle flambée dans le monde entier, alimentée de plus en plus par Omicron, une autre vague de fermetures généralisées d'écoles serait "désastreuse" pour les enfants, a alerté vendredi l'UNICEF. "Même si la variante Omicron s'installe, la fermeture des écoles doit être une mesure de dernier recours", a indiqué le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) dans un communiqué. "Les preuves sont claires : les fermetures prolongées d'écoles à l'échelle nationale, les ressources limitées pour les élèves, les enseignants et les parents, ainsi que le manque d'accès à l'apprentissage à distance ont anéanti des décennies de progrès en matière d'éducation et rendu l'enfance méconnaissable", a estimé la directrice générale de l'UNICEF, Henrietta Fore citée dans le communiqué.

Lorsque la transmission communautaire du nouveau coronavirus augmente et que des mesures de santé

publiques strictes deviennent nécessaires, l'UNICEF estime que "les écoles doivent être les derniers endroits à fermer et les premiers à rouvrir".

Le fonds pour l'enfance a, dans ce cadre, prôné l'utilisation de ces connaissances pour faire tout ce qui est possible afin de laisser les écoles ouvertes, tout en augmentant les investissements dans la connectivité numérique en vue de s'assurer qu'aucun enfant n'est laissé de côté.

Selon un rapport publié en octobre dernier par l'UNICEF, au moins 200 millions d'élèves vivent dans une trentaine de pays en développement qui ne sont toujours pas prêts à passer à l'enseignement à distance en cas de fermeture d'urgence des écoles. Parmi ces élèves, 102 millions vivent dans 14 pays qui ont complètement ou partiellement fermé leurs écoles pendant au moins la moitié de la période de la pandémie de Covid-19, privant ainsi de nombreux enfants de toute forme d'éducation.

La CNSS offre une indemnité forfaitaire au profit des salariés et stagiaires de plusieurs acteurs touristiques

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a annoncé vendredi l'offre d'une indemnité forfaitaire au profit des salariés et stagiaires de plusieurs acteurs exerçant dans certains sous-secteurs du tourisme, et qui ont été impactés par la pandémie de Covid-19.

Il s'agit des établissements d'hébergement classés, des agences de voyage agréées par l'autorité gouvernementale en charge du tourisme, du transport touristique pour les personnes autorisées par l'autorité gouvernementale en charge du transport, et des entreprises d'intérim ayant des contrats avec les employeurs des sous-secteurs du tourisme précités, signés avant fin février 2020, précise la Caisse nationale dans un communiqué. Ces acteurs peuvent demander de bénéficier de l'indemnité forfaitaire au profit de leurs salariés et stagiaires sous contrat pour insertion déclarés en février 2020, y compris ceux ayant

été en état de maladie, de maternité ou d'accident de travail, indique la CNSS, pourvu que les acteurs cités remplissent les conditions stipulées dans le décret n°2.21.966.

Cette mesure s'applique également aux guides touristiques disposant d'une carte professionnelle et de la taxe professionnelle, ou qui sont inscrits au registre des auto-entrepreneurs et assurés par la CNSS en vertu de la loi 98.15 instituant la couverture médicale au profit des travailleurs non salariés, y compris ceux qui n'ont pas bénéficié antérieurement de l'indemnité forfaitaire, à condition que leur situation soit régularisée et leurs documents de travail soient renouvelés avant le 31 décembre 2021, ajoute la même source.

L'indemnité forfaitaire, financée par le fonds spécial de gestion de la pandémie de Covid-19 institué sous Hautes Instructions de S.M le Roi, porte sur la période du 1er septembre à fin décembre

2021, précise la CNSS. Elle appelle les acteurs du secteur du tourisme souhaitant faire bénéficier leurs travailleurs de cette indemnité forfaitaire, ainsi que les guides touristiques, à procéder à leur déclaration via le portail covid19.cnss.ma pour les mois de septembre, octobre et novembre 2021, entre le 17 décembre 2021 et le 3 janvier 2022. Pour le mois de décembre 2021, les déclarations peuvent se faire jusqu'au 16 janvier 2022.

Le service de cette indemnité forfaitaire liée aux trois mois susvisés aura lieu à partir du 31 décembre 2021 au profit de ceux déclarés jusqu'au 26 décembre 2021 à minuit, et à partir du 24 janvier 2022 pour ceux déclarés après cette période au titre des trois mois susmentionnés, ainsi que pour ceux déclarés au mois de décembre 2021. Pour plus d'informations, la CNSS appelle à contacter le centre « Allo Damane » au 0802033333 ou 0802007200.

Hamid Asghar Khan : *Le Royaume du Maroc, un exemple en matière de gestion de la question de la migration*

Le Maroc est un exemple éloquent et distingué en matière de gestion de la question de la migration grâce à une approche humaine et économique intégrée, a indiqué l'ambassadeur du Pakistan à Rabat, Hamid Asghar Khan.

Dans une déclaration à la MAP, Hamid Asghar Khan a souligné que le Maroc ne s'est pas plaint des flux migratoires après être devenu un pays d'accueil et non un pays de transit vers l'Europe, mais a plutôt adopté des mesures concrètes pour résoudre la question de la migration, en facilitant l'intégration des migrants à travers la formation, des opportunités d'emploi et la possibilité de bénéficier de certaines compétences professionnelles.

Le Maroc a également permis aux migrants et à leurs familles l'accès aux services sociaux de base tels que l'éducation et la santé, notamment en ces circonstances exceptionnelles de pandémie que connaît le monde entier, a-t-il ajouté.

Le diplomate pakistanais a estimé que l'intérêt exemplaire que porte le Maroc à la question de la migration, sous la conduite éclairée de SM le Roi Mohammed VI, re-

flète les valeurs humaines et les principes nobles des droits de l'Homme dont est imprégné le Royaume, en plus des convictions du pays concrétisées sur le plan pratique par des approches basées sur des valeurs humaines et la grande bienveillance que portent les Marocains à leurs frères africains, arabes et musulmans, plutôt que des approches axées sur des considérations financières.

Plusieurs pays riches de par leurs capacités et leurs moyens logistiques n'ont pas réussi à résoudre les problématiques liées à la migration de la manière distinguée avec laquelle le Maroc a abordé la question, puisque le Royaume s'est basé sur le sens humain, une connaissance précise de la question de la migration et une réelle volonté d'améliorer les conditions des migrants, tout en apportant son soutien aux pays d'origine, a-t-il estimé.

Le Royaume a offert aux différentes catégories de migrants la possibilité de formation, ce qui constitue une "manière humaine et intelligente" de faciliter l'intégration économique des migrants, voire un avantage pour eux en cas de retour à leurs pays d'origine, afin de



contribuer au développement dont le continent africain a réellement besoin pour résoudre les problèmes sociaux accumulés, a fait savoir Hamid Asghar Khan.

Le diplomate pakistanais a, en outre, conclu que le Maroc apporte des solutions concrètes et opérationnelles à l'ensemble des questions prioritaires, tout en oeuvrant

et persévérant pour que le continent africain et la région méditerranéenne vivent dans la sécurité, la stabilité, la coexistence, la tolérance et la prospérité.

Le Maroc élu à la vice-présidence du Comité du patrimoine mondial immatériel

Le Maroc a été élu, samedi, à la vice-présidence du Comité du patrimoine mondial immatériel, en la personne de l'ambassadeur-délégué permanent du Royaume auprès de l'Unesco, Samir Addahre.

L'élection du Maroc à ce poste est intervenue à l'occasion de la 16ème session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, réuni en ligne du 13 au 18 décembre. Le Comité est composé de 24 représentants élus parmi les 180 États parties à la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. La convention promeut la sauvegarde des connaissances et savoir-faire nécessaires à l'artisanat traditionnel, ainsi que des pratiques culturelles transmises de génération en génération, comme les traditions orales, les arts du spectacle, les pratiques sociales, rituels et événements festifs ou encore les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers.

Les fonctions principales du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel consistent à promouvoir les objectifs de la convention, à donner des conseils sur les meilleures pratiques et à faire des recommandations sur les mesures de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Le Comité étudie les demandes d'inscription sur les listes ainsi que des propositions de programmes ou de projets. Il est aussi responsable de fournir une assistance internationale.

Le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel prépare la mise en œuvre de la convention, principalement à travers l'élaboration d'une série de directives opérationnelles et d'un plan pour l'utilisation des ressources du Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel tel que défini dans l'article 25 de la convention. Il soumet ces documents à l'Assemblée générale pour approbation.

Le Comité a inscrit lors de sa 16ème session 43 nouveaux éléments sur les listes du patrimoine immatériel, dont l'art équestre marocain la Tbourida, ou encore la calligraphie arabe et la fauconnerie.

Présentation à Tanger d'une étude sur les opportunités d'accès au travail pour les migrants dans la région du Nord

Un atelier de restitution des résultats de l'étude "Analyse des opportunités d'accès au travail des migrants dans le secteur privé et pour l'auto-emploi dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoccoïma" a été tenu, vendredi à Tanger.

Organisé à l'initiative du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Maroc et la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet relatif au renforcement des synergies entre l'engagement du secteur privé et l'engagement de la diaspora, projet qui est inclus dans le programme global "Placer la migration au service du développement durable".

L'étude analyse les opportunités d'emploi et d'auto-emploi pour les migrants dans le secteur privé au niveau de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoccoïma, ainsi que la possibilité de leur intégration et insertion dans le processus de développement que connaît la région, et ce grâce à une coordination entre les organisations internationales compétentes, les institutions publiques et le secteur privé, en plus des associations de la société civile oeuvrant dans le domaine de la migration.

Menée grâce au soutien financier de la Direction du développement et

de la coopération de la confédération suisse (DDC), cette étude vise à renforcer la prise de conscience quant à l'importance de l'intégration économique des migrants, présenter les services fournis par l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC), expliquer les démarches à suivre pour employer les migrants et définir la responsabilité sociale des entreprises dans la région du Nord.

Le programme "Placer la migration au service du développement durable" représente une approche globale visant l'intégration de la population migrante dans les stratégies nationales de développement. Au Maroc, trois axes prioritaires ont été définis, à savoir l'emploi, la santé et la gestion des affaires migratoires au niveau régional et national, tout en ciblant trois zones d'intervention: la région du Nord, de l'Oriental et de Souss-Massa.

Dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoccoïma, le programme a mis en place, en partenariat avec l'Association ES-Maroc, une initiative concrète pour une durée de 30 mois sur l'intégration économique et la promotion de l'esprit d'entrepreneuriat des Marocains et des migrants.

Dans ce sens, de novembre 2020 jusqu'à aujourd'hui, 7 start-ups collectives ont été créées à travers un accompagnement spécialisé, 43 bénéficiaires

ont reçu le statut d'auto-entrepreneur en utilisant les compétences et les informations fournies par le programme, 98 personnes ont bénéficié d'une aide à la création d'entreprise et 138 bénéficiaires ont reçu des services de conseil et d'orientation dans les HUB de ES-Maroc à Tanger.

Les intervenants lors de cet atelier ont indiqué que le Maroc a réussi, ces dernières années, à créer de nombreuses opportunités pour les migrants afin de faciliter leur intégration économique et sociale, leur offrir des opportunités d'emploi et leur garantir une vie décente. Ils ont souligné, dans ce sens, que le Royaume, notamment les régions objet de l'étude, n'est plus une terre de transit pour les migrants mais plutôt un pays d'accueil, et cherche ainsi à leur permettre de bénéficier du développement du pays, estimant que le Maroc, grâce aux Hautes orientations de SM le Roi Mohammed VI, a prouvé que la migration peut constituer un levier et un point fort pour consolider le développement du pays.

Les intervenants ont conclu que la politique adoptée par le Maroc en matière de migration accorde une attention particulière à la formation des migrants et à l'amélioration de leurs compétences professionnelles, tout en veillant à leur garantir l'accès à l'ensemble des services sociaux nécessaires.

Une délégation du CNDH s'enquiert du projet de réhabilitation du site de Tazmamart

Une délégation du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) s'est enquis, samedi dans la commune de Guers Tiallaline (province de Midelt), du projet de réhabilitation du site de Tazmamart.

Conduite par la présidente du CNDH, Amina Bouayach, cette délégation s'est informée sur l'état d'avancement des travaux des différentes composantes de ce chantier socio-culturel et économique important.

Inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER), ce projet porte notamment sur la réhabilitation des bâtiments existant sur le site, la construction d'un mémorial et l'aménagement extérieur du site.

Tous les bâtiments existant sur le site ont été diagnostiqués en vue de leur réhabilitation pour l'intérêt communautaire et sont destinés principalement aux habitants du douar Tazmamart et ses environs, notamment pour l'enseignement, les cours d'alphabétisation, les coopératives et les activités culturelles.

Dans une déclaration à la presse à



cette occasion, Mme Bouayach, qui s'est informée de l'état d'avancement du projet, a indiqué que cette visite intervient après celles effectuée depuis

plus d'une année au site de ce chantier important par une délégation du CNDH.

La visite actuelle a pour objet de

s'enquérir de l'état d'avancement du projet de réhabilitation du site de Tazmamart, réalisé dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des recommandations de l'IER liées à la préservation de la mémoire collective, a-t-elle souligné. "Nous sommes très confiants quant au progrès des travaux", a poursuivi Mme Bouayach, faisant savoir que le taux d'avancement des travaux, qui était de l'ordre de 25% l'année dernière, s'établit actuellement à 95%. Elle a précisé que les travaux du projet de réhabilitation du site de Tazmamart sont sur le point d'être achevés afin que cet espace soit ouvert au public, relevant que ce site sera un "espace pour la vie".

D'un coût global de 12 millions de DH, le projet de réhabilitation du site de Tazmamart se trouve dans une phase avancée de réalisation, grâce à l'engagement de l'ensemble des départements concernés.

Plusieurs projets sociaux et culturels, réalisés dans ce cadre dans les domaines notamment de la santé et de la jeunesse, seront achevés à la fin du mois de décembre courant.

Caravane médicale à M'haya au profit des enfants à besoins spécifiques

Une caravane médicale au profit des enfants à besoins spécifiques de la commune de M'haya, relevant de la préfecture de Meknès, a été organisée, samedi, à l'initiative du Rotary Club de Meknès. Initiée en partenariat avec l'Association "Ennaïm pour les besoins spécifiques" et la délégation de la santé et de la protection sociale, cette initiative a porté sur plusieurs prestations et services médicaux au profit des pensionnaires du centre socioéducatif de M'haya. Encadrée par un staff médical et paramédical, dont des médecins généralistes, des ophtalmologues, des psychologues ainsi que des ORL, cette action de solidarité a été marquée par la remise des lunettes de vue et d'un lot d'appareils auditifs au profit des enfants à besoins spécifiques, une initiative visant à améliorer leur santé et garantir leur scolarité.

Dans une déclaration à la MAP, la présidente du Rotary Club de Meknès, Salima Hammoujite, a souligné que cette initiative concerne un établissement situé en plein centre du monde rural et offre des prestations et services au profit des enfants à besoins spécifiques notamment ceux issus du milieu rural et de familles nécessiteuses. Il s'agit d'un centre médico-social qui ac-

cueille 80 enfants en situation de handicap et offre des activités scolaires et un suivi médical pour les enfants, a ajouté Mme Hammoujite, précisant que cette caravane médicale vise à diagnostiquer et définir les besoins de ces enfants, l'objectif étant de leur procurer le matériel médical nécessaire qui leur garantira une meilleure qualité de vie notamment des lunettes de vue et des chaises roulantes.

L'amélioration de la qualité de vie des pensionnaires du centre, a-t-elle poursuivi, porte aussi sur le soutien de leurs familles en assurant quotidiennement aux enfants le transport et la restauration, ce qui permettra leur épanouissement et favorisera leur intégration dans la vie active.

Dans une déclaration similaire, le président de l'Association "Ennaïm pour les besoins spécifiques", Saïd Alilou, a mis en avant l'importance de cette caravane médicale qui est de nature à aider le centre à garantir la continuité de ses services vitaux, notamment la scolarisation, la rééducation fonctionnelle, l'orthophonie, et les loisirs créatifs. Il a émis le souhait de voir ce genre d'initiative se multiplier pour promouvoir la situation des enfants à besoins spécifiques dans les zones rurales.

Appel à recourir aux principes des droits de l'Homme pour changer de regard sur les personnes en situation de handicap

Le président du Collectif pour la promotion des droits des personnes en situation de handicap (CPH), Abdelmajid Makni, a souligné, vendredi à Rabat, la nécessité de changer de regard sur les personnes en situation de handicap en s'appuyant sur les principes des droits de l'Homme dans le cadre d'une Charte nationale pour faire promouvoir les droits de cette catégorie.

Cette Charte nationale constituera un cadre de consolidation des droits des personnes en situation de handicap, a-t-il indiqué dans une allocution à l'occasion de la session de clôture du projet "Changer de regard et promouvoir l'approche basée sur les droits de l'Homme dans la perception du handicap au Maroc".

Le CPH souhaite, à travers cette Charte, renouveler la volonté de poursuivre la coopération conjointe afin de protéger et faire avancer les droits des personnes en situation de handicap dans le cadre des obligations découlant de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et d'autres traités de droit international ratifiés par le Royaume, a-t-il dit.

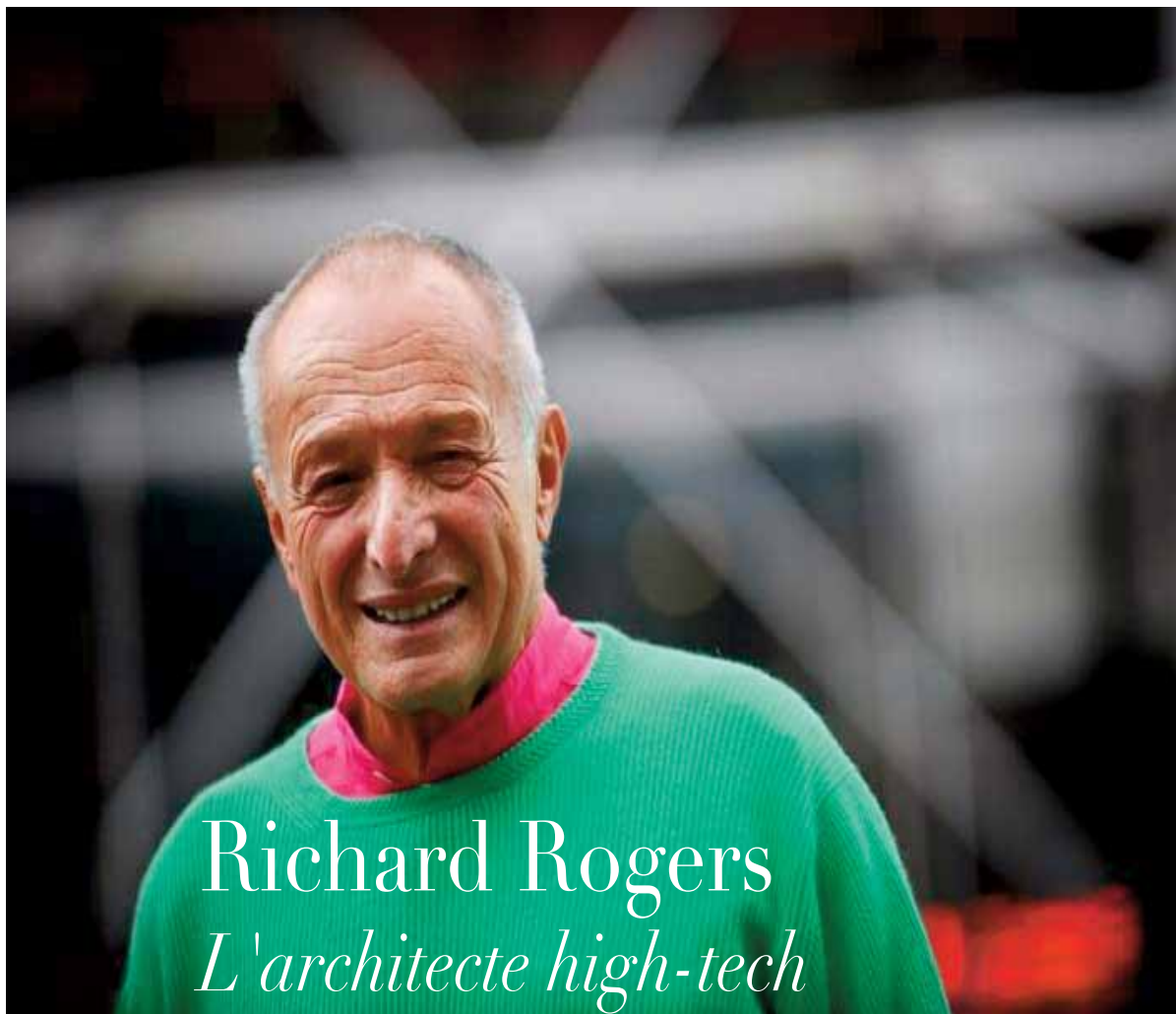
Cette Charte vise également à continuer la sensibilisation de la société aux droits de cette catégorie, à renforcer les mécanismes de protection et à améliorer la participation politique des personnes en situation de handicap, en plus de dé-

velopper leur participation effective dans divers aspects de la vie, en renforçant le processus d'éducation inclusive et de santé sans discrimination, a poursuivi M. Makni.

Après avoir fait le constat que beaucoup de choses ont été accomplies en faveur de cette catégorie, le président du CPH a expliqué que la coalition "a une vision ayant pour objectif de lever les barrières qui empêchent les gens en situation de handicap d'atteindre la prospérité souhaitée".

Le projet "Changer de regard et promouvoir l'approche basée sur les droits de l'Homme dans la perception du handicap au Maroc", qui a bénéficié du soutien du Partenariat des Nations unies sur les droits des personnes handicapées (UNPRPD), a été réalisé, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), le Programme des Nations unies pour le développement, sous la supervision de l'UNESCO et d'un certain nombre de secteurs publics, d'institutions nationales et de la société civile. Le projet, qui s'est étalé sur trois ans, vise à promouvoir les droits des personnes en situation de handicap en atteignant une série d'objectifs ayant trait aux politiques publiques, aux services de réadaptation et à la déconstruction des stéréotypes.

Portrait



Richard Rogers

L'architecte high-tech

L'architecte britannique Richard Rogers, décédé samedi à 88 ans, a établi sa renommée avec le révolutionnaire Centre Pompidou à Paris, et était l'un des pionniers du mouvement "high-tech", un style frondeur reconnaissable par ses tuyauteries apparentes et ses structures transparentes d'acier et de verre.

Parmi les "bâtiments-machines" conçus par cet immigré italien, prix Pritzker 2007 (le Nobel de l'architecture), figure le siège de la compagnie d'assurances des Lloyd's, un ovni architectural inauguré en 1986 dans la City de Londres. Cette "cathédrale mécanique", devenue l'un des monuments les plus fameux de la ville de Big Ben, est une célébration de la machine et de la technologie.

Devenu l'un des architectes les plus réputés au monde, Richard Rogers a accumulé quelque 400 commandes caractérisées par des structures légères, l'omniprésence d'éléments préfabriqués et l'expérimentation de matériaux de pointe.

Avant la rénovation du quartier de Montparnasse à Paris, il a dessiné la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg, des bureaux à Berlin sur la Potsdamer Platz, un terminal de l'aéroport international de Barajas à Madrid, le "Three World Trade Center" à New York et le "Dôme du millénaire" à Londres, curiosité des festivités de l'an 2000 qui lui valut les foudres du Prince Charles.

Devenu Lord Rogers of Riverside, l'architecte élevé à la pairie siège à partir de 1996 à la Chambre des Lords dans les rangs travaillistes. Né le 23 juillet 1933 à Florence d'un père médecin et d'une mère ancienne élève du romancier et poète irlandais James Joyce, Richard Rogers fuit Mussolini et s'installe en 1938 en Angleterre. Sa famille troque l'appartement sous les toits florentins contre une pension misérable à Londres avec un compteur à pièces pour le chauffage.

A l'école, "J'étais très en retard", confiait-il au Guardian. "A l'époque, on ne connaissait pas encore la dyslexie. J'étais juste considéré comme

un élève stupide". Aventurier et un brin voyou, il sert dans l'armée britannique puis intègre miraculeusement l'"Architectural Association School" de Londres, alors connue pour son modernisme. Il achève son diplôme d'architecte à Yale, aux Etats-Unis, en 1962. Il y rencontre Norman Foster. A leur retour en Angleterre en 1964, ils fondent avec leurs épouses la "Team 4", un cabinet reconnu pour ses conceptions architecturales inspirées des technologies.

En 1968, il rencontre Renzo Piano, un Italien qui partage avec lui le souci d'une architecture flexible et anti-monumentale. Ils deviennent amis rapidement et "les deux mauvais garçons" comme ils aimaient s'appeler, remportent en 1971 le concours pour le nouveau musée d'art moderne de Paris, le futur Centre Pompidou.

Avec son dédale de tuyauteries aux couleurs primaires et sa grande esplanade ouverte, Beaubourg devient "Notre Dame de la tuyauterie" au moment de son inauguration en 1977. La peintre Sonia Delaunay pré-

vient qu'elle préfère brûler ses toiles plutôt que d'exposer dans ce que d'autres considèrent comme une "raffinerie de pétrole". "Les jeunes architectes sont immensément naïfs. A l'heure actuelle, je ne pourrais rêver à une telle commande", expliquait-il au Guardian. "La presse nous a fait vivre un enfer: en sept ans, nous n'avons eu que deux articles favorables. Je ne sais pas comment on a pu finir".

Son intérêt pour l'urbanisme, présent dès la conception de Beaubourg, prend corps avec le projet "London as it could be", présenté lors d'une exposition en 1986. En opposition avec les idées alors en vogue, il insiste sur la valorisation des espaces publics et sur l'importance de la transparence, porteuse de démocratie, "en rupture avec les hiérarchies anciennes dissimulées derrière les murs en maçonnerie".

Les jurés du Pritzker avait vu en lui "un humaniste qui nous rappelle que l'architecture est l'art le plus social". Marié deux fois, l'architecte à l'éternel sourire, avait perdu un de ses cinq garçons en 2011.

Textile & habillement

Le CBI lance un programme pour promouvoir le "Made in Morocco" en Europe

Le Centre néerlandais pour la promotion des importations en provenance des pays en développement (CBI) a lancé, récemment à Casablanca, le "CBI-Morocco Apparel & Textiles Program: 2021-2026" pour promouvoir l'exportation du "Made in Morocco" dans les domaines du textile et de l'habillement. Ce nouveau programme, initié par le gouvernement des Pays-Bas en collaboration avec les acteurs des secteurs marocains du textile et de l'habillement, a pour vocation d'apporter un appui aux TPME nationales pour la conquête de nouveaux marchés européens. Il intervient dans l'esprit d'initier, renforcer et conforter le positionnement du "Made in Morocco" via un programme unique en son genre, portant sur l'accompagnement de quelque 35 entreprises de textile marocaines à pénétrer de nouveaux marchés d'Europe du Nord et centrale. Cet accompagnement portera notamment sur les volets des ressources humaines, des moyens de production et de l'écologie, pour concerner l'ensemble des aspects de fonctionnement des entreprises lauréates dont certaines s'apprentent à aller pour la première fois vers le marché européen. Sur le plan national, il s'agira de créer de nouveaux postes d'emploi et de renforcer durablement le chiffre d'affaires à l'export de ces entreprises vers ces nouvelles régions porteuses de potentiel de croissance.

Dans une déclaration à la MAP, le coordinateur du programme, Saad Hamoumi, a indiqué que ce projet vise à fournir une assistance à près de 35 TPME marocaines à exporter vers de nouveaux marchés européens, en dehors de l'Espagne et de la France où elles sont déjà implantées. Le programme se distingue par ses objectifs opérationnels comme l'augmentation du CA et la création de nouveaux emplois, a noté M. Hamoumi, également président du cabinet Harvard Consulting, adjudicataire de l'appel d'offres lancé par l'organisme néerlandais CBI, affirmant que l'ensemble des acteurs de l'écosystème marocain dans le domaine du textile et de l'habillement y seront impliqués. Les ambitions du programme tendent également à amener ces entreprises à relever leur standard pour s'aligner à ces nouveaux marchés, notamment sur le plan de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), et les sensibiliser à adhérer aux nouvelles normes internationales en la matière, a-t-il ajouté.

"Ce programme de soutien de la part du gouvernement néerlandais tend à accompagner l'effort national en la matière afin de capter des parts de marché dans les pays d'Europe du Nord", a, de son côté, fait savoir la directrice générale de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (AMITH) Fatima-Zohra Alaoui.

Cet accompagnement permettra aux TPME bénéficiaires de se mettre à niveau et répondre aux attentes et aux exigences des clients de ces nouveaux marchés et en parallèle accompagner les efforts de l'AMITH et des organismes publics à mieux faire connaître l'offre marocaine à l'aune du lancement par le secteur du nouveau label baptisé "Dayem Morocco", a conclu Mme Alaoui.

Les ressources en terres et en eau atteignent un niveau de stress critique

Les pressions exercées sur les ressources en terres et en eau s'accroissent et atteignent un niveau critique, prévient l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui dresse dans un nouveau rapport un constat alarmant.

Selon le directeur général de la FAO, Qu Dongyu, les pressions que subissent les écosystèmes sol, terre et eau se sont beaucoup intensifiées et nombre d'entre eux sont aujourd'hui soumis à un niveau de stress critique.

L'état des ressources en terres et en eau s'étant déjà fortement dégradé au cours de la décennie écoulée, cette situation inquiète l'agence onusienne qui a vite fait de tirer la sonnette d'alarme dans ce rapport de synthèse intitulé «L'Etat des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde: des systèmes au bord de la rupture».

Selon les constatations relevées dans ce rapport rendu public récemment, la dégradation anthropique des sols touche désormais 34% des terres agricoles (1.660 millions d'hectares) et, alors que plus de 95% de notre alimentation est produite dans la terre, les possibilités d'extension de la surface productive sont limitées.

Autres constats : outre le recul de 20% de l'utilisation des terres par habitant entre 2000 et 2017, «les zones urbaines représentent moins de 0,5% de la surface terrestre, mais la croissance rapide des villes a eu une influence ma-



jeure sur les ressources en terres et en eau, polluant et grignotant des terres agricoles de grande qualité et d'importance capitale pour la productivité et la sécurité alimentaire».

Il sied de noter, par ailleurs, que «la rareté de l'eau menace la sécurité alimentaire et le développement durable à l'échelle mondiale et met en danger 3,2 milliards de personnes qui vivent dans des régions agricoles», comme l'a souligné ledit document.

Pour le responsable de la FAO, «il ne fait aucun doute que notre sécurité alimentaire future dépendra de la protection accordée à nos ressources en terres, en sols et en eau», a-t-il souligné dans l'avant-propos du rapport.

Bien que les modèles de production agroalimentaire actuels ne sont pas durables, Qu Dongyu a toutefois estimé que les systèmes agroalimentaires pouvaient néanmoins jouer un rôle majeur dans l'allègement de cette pression et dans la concrétisation des objectifs liés au climat et au développement.

Ainsi que le relèvent les auteurs de ce rapport, sans changement de cap, la production des 50% de nourriture en plus dont on aura besoin pourrait supposer

une hausse des prélèvements d'eau destinés à l'agriculture pouvant aller jusqu'à 35%.

Ce qui est préoccupant d'autant plus qu'une telle augmentation pourrait entraîner des catastrophes écologiques, accentuer les rivalités autour des ressources et favoriser l'apparition de nouveaux problèmes et conflits sociaux, a prévenu l'organisation internationale.

Quoi qu'il en soit, la FAO affirme qu'il existe des solutions à portée de main.

Etant donné que les ressources en terres arables et en eau douce sont limitées, l'agence estime qu'il est indispensable de développer rapidement la technologie et l'innovation.

«Nous devons renforcer l'architecture numérique dont nous avons besoin pour proposer au secteur agricole des solutions élémentaires fondées sur des données, des informations et des éléments scientifiques, qui s'appuient pleinement sur les technologies numériques et qui protègent contre les risques climatiques», a-t-elle expliqué.

L'autre solution envisagée concerne la gouvernance relative aux terres et à l'eau qui, selon la FAO, «doit être plus inclusive et

plus modulable pour pouvoir servir les intérêts de millions de petits exploitants, de femmes, de jeunes et de personnes autochtones». Lesquels, a-t-elle rappelé, sont les plus vulnérables face aux dangers climatiques et aux risques socioéconomiques et les plus exposés à l'insécurité alimentaire.

Pour l'agence onusienne, «il faut davantage de planification intégrée à tous les niveaux, et les investissements dans l'agriculture doivent être réorientés vers la production de gains sociaux et environnementaux».

Avant de poursuivre, la FAO rappelle que des systèmes agroalimentaires résilients ne peuvent proposer que sur des ressources durables en sols, en terres et en eau. En conséquence, selon l'organisation, «l'utilisation rationnelle de ces ressources conditionne donc la concrétisation des objectifs d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets».

A titre d'exemple, la FAO note «qu'une utilisation judicieuse des sols pourrait permettre, à elle seule, de séquestrer un tiers des émissions de gaz à effet de serre qui proviennent des terres agricoles».

Alain Bouithy



Les pressions que subissent les écosystèmes se sont beaucoup intensifiées à l'échelle mondiale, selon la FAO

L'ASMEX s'engage à accompagner des investisseurs marocains pour s'ouvrir au marché sénégalais

L'Association marocaine des exportateurs (ASMEX) promet d'accompagner les investisseurs et exportateurs marocains dans leurs démarches pour s'ouvrir au marché sénégalais, a indiqué la présidente de la commission Afrique de l'ASMEX, Saloua Karkri Belkeziz.

"Pays proche du Royaume, le Sénégal engendre de l'engouement dès qu'il s'agit d'évoquer ses opportunités d'investissement que nous espérons voir se traduire sur le terrain en véritables grands projets", a relevé Mme Karkri, qui intervenait lors d'un webinar initié mercredi dernier par l'ASMEX en partenariat avec le cabinet Harvard Consulting sous la thématique "Doing Business with Senegal (secteur agroalimentaire)".

Pour sa part, l'expert Philippe

Cordier a souligné l'orientation franche du Sénégal de faire évoluer son secteur agroalimentaire, grâce aux investissements des Marocains avec qui le Sénégal noue des liens historiques, culturels et économiques, rapporte la MAP.

Des relations fortes qui se traduisent dans une centaine d'accords et conventions qui couvrent plusieurs secteurs clés, précise le communiqué, qui note qu'en février 2004, le Royaume et le Sénégal ont acté une convention de non double imposition pour encourager les investissements africains et donner un nouvel élan à la coopération Sud-Sud qui lie les deux pays.

Aujourd'hui, des acteurs marocains sont grandement investis dans les différents secteurs au Sénégal (aviation, agriculture, industrie etc.). La création en 2015 du Groupe d'impulsion économique (GIE) pour assurer la coordination et la pérennisation des relations d'affaires entre le Royaume et le Sénégal a renforcé les échanges commerciaux entre les pays.

Aujourd'hui en voie de développement, le Sénégal offre plusieurs opportunités d'investissement et espère faire du secteur agroalimentaire un levier important de son économie, surtout que le fort potentiel de ce secteur reste inexploité selon les experts qui évoquent un PIB de 27,6 milliards de dollars pour un marché de 16,7 millions d'habitants en constante évolution, poursuit l'ASMEX.

En effet, l'agriculture à elle seule constitue 30,1% des emplois du pays, alors que sa valeur ajoutée au PIB est estimée par la Banque mondiale à 15,8%. L'agroalimentaire est donc un



secteur à grands enjeux qui crée plus de 600.000 emplois directs et indirects. Bien qu'il soit sous-exploité, le secteur agricole emploie 55% de la population active sénégalaise (6,9% du PIB), alors que l'élevage concerne 3 millions de personnes. Pour sa part, la pêche emploie 97.000 personnes. Un secteur à fort potentiel donc, qui contraste avec l'activité agro-industrielle du pays qui compte 573 unités agro-industrielles (17,5% du PIB).

"Le pays produit tout au long de l'année des fruits et légumes, mais leur transformation se fait au ralenti. Pour nos jus de fruits ou autres, on importe. Ce qui est dommage compte tenu du grand potentiel du secteur", indique Bassirou Mané, expert agro-alimentaire sénégalais. Ce cas de figure s'applique aussi au secteur de la pêche, a-t-il dit, appelant les industriels marocains à investir et apporter leur expérience au marché sénégalais.

Ce spécialiste du secteur agroalimentaire sénégalais a énuméré les

nombreux avantages de son pays, en répartissant sa superficie de 196.710 km² en trois zones. La zone nord, forte de sa façade maritime et de son fort potentiel en termes de pêche et d'eau utilisable pour l'irrigation grâce à son fleuve et le lac Guiers mais dont le coût élevé des aménagements hydro-agricoles (leur insuffisance et vétusté à cause du manque d'entretien) décourage les investisseurs. M. Mané a dans ce sens fait savoir que les zones centre/sud présentent quant à elles d'importants avantages en termes de densité de population et concentration de l'activité économique malgré un accès à l'eau parfois limité dans certaines régions.

Le Sénégal s'ouvre aux investissements en accordant la priorité à des secteurs clés, en l'occurrence le secteur primaire et activités connexes (agriculture, pêche, élevage et activités de stockage, de conditionnement et de transformation des produits locaux d'origine végétale, animale ou halieutique, industrie agroalimentaire)

et les secteurs sociaux (santé, éducation-formation), a-t-il noté. Il s'agit, également, des services (montages, maintenance d'équipements agricoles et industriels et télé-services), les activités manufacturières de production ou de transformation, l'extraction ou transformation de substances minérales et le secteur du tourisme, aménagements et industries touristiques et autres activités hôtelières. Il est également question des industries culturelles (livre, disque, cinéma, centres de documentation, centre de production audiovisuelle, etc.), des infrastructures portuaires, aéroportuaires et ferroviaires, ainsi que de la réalisation de complexes commerciaux, parcs industriels, zones touristiques, cyber-villages et centres artisanaux.

Les rencontres Doing Business avaient pour but d'observer de plus près les différentes opportunités d'investissement et d'échanges commerciaux, ainsi que de la réalisation de complexes commerciaux, parcs industriels, zones touristiques, cyber-villages et centres artisanaux.



Le Sénégal offre plusieurs opportunités d'investissement et espère faire du secteur agroalimentaire un levier important de son économie

Développer des projets bancables pour attirer plus d'investisseurs, un vrai défi

Le développement de projets bancables pour attirer plus d'investisseurs internationaux, constitue un "vrai" défi pour le Maroc, a indiqué, récemment Xavier Reille, directeur pour le Maghreb à la Société financière internationale (International Finance Corporation - IFC).

"Les investisseurs directs étrangers (IDE) sont déjà là, mais ils attendent surtout plus d'opportunités d'investissement et plus de projets bancables", a dit M. Reille lors d'un webinar sous la thématique "IDE: Quelle est l'offre Maroc?", notant qu'IFC reçoit toutes les semaines de plus en plus d'appels d'investisseurs internationaux qui s'intéressent au Maroc, rapporte la MAP.

Après avoir rappelé que le rôle primordial d'IFC est de mobiliser l'investissement

privé pour assurer le développement des pays, M. Reille a souligné que le Maroc est l'un des pays qui attire le plus d'investissements étrangers dans la région, notamment grâce à son cadre politique et économique stable et à son environnement des affaires, lequel s'est nettement amélioré.

Le Royaume, a-t-il soutenu, a également amélioré ses infrastructures qui sont aujourd'hui de première qualité, puis il a surtout accès au marché européen et africain en même temps, faisant remarquer qu'il n'y a pas beaucoup de pays qui rassemblent toutes ces qualités et que le Maroc attirera encore plus les investisseurs étrangers durant les années à venir.

Dans le même sillage, Ali Mehrez, chargé de mission à l'Agence marocaine de dévelop-

pement des investissements et des exportations (AMDIE), a noté que le thème de l'attractivité des IDE relève d'une préoccupation essentielle d'un pays comme le Maroc qui dispose de la meilleure performance en Afrique en termes de Doing business, en plus d'être un véritable "havre de sécurité".

Il a, à cet effet, mis en avant le rôle des IDE dans le secteur automobile, qui a réussi à s'ériger progressivement en secteur d'activité phare au sein du paysage économique nationale, et leurs effets d'entraînement sur les autres activités économiques et l'emploi dans le pays.

Pour sa part, Hassan Belkhatay, cofondateur de Southbridge A&I et membre du Conseil d'administration de la CGEM, a sou-

ligné que la contribution des IDE à la croissance économique a poussé le gouvernement à placer l'attraction de ces derniers parmi les priorités économiques du pays, ce qui a permis l'émergence et le développement des politiques visant la séduction des firmes internationales.

"Les IDE sont vraiment critiques pour un pays comme le Maroc, qui a fait le choix d'ouverture et c'est presque un choix naturel étant donné sa situation géographique, son histoire, ses valeurs de tolérance et d'ouverture sur le monde", a-t-il fait valoir. Et de noter que d'un point de vue macro-économique, celles-ci ont beaucoup servi le pays à se stabiliser et à porter les devises nécessaires à son développement, en plus d'apporter de nouveaux standards de gestion et de qualité.

Art & culture

“Femmes suspendues”

Un film documentaire poignant retraçant une quête de liberté quasiment perdue d'avance



On en entend souvent parler à la radio sans forcément savoir de quoi il en retourne. Depuis mardi dernier et l'avant première du film documentaire “Femmes suspendues”, diffusé dimanche soir (21H50) sur 2M dans le cadre du programme “Des histoires et des hommes”, les existences contrariées des femmes marocaines abandonnées par leurs maris sans être répudiées ont éclaté au grand jour sur petit écran. Des existences contrariées mais aussi suspendues au bon vouloir d'une machine judiciaire qui tourne au ralenti à cause d'une procédure qui traîne en longueur. Sans avoir la garantie d'un dénouement heureux.

Merieme Addou, la réalisatrice, a subtilement braqué les projecteurs sur un phénomène de société qui passe souvent sous les radars de l'opinion publique. Un travail de fond, parfaitement mis en image par Mohamed Ali Essaghraoui, comme une exploration du chemin vers la liberté tortueux et semé d'embûches, parcouru par trois femmes, Ghita, Latifa

et Saâdia, dans la ville de Béni Mellal et ses environs. “Je n'ai jamais eu la prétention de réaliser ce film avec pour objectif de faire bouger les choses ou faire avancer la cause des “femmes suspendues””, nous a confié Merieme Addou (voir ci-contre). “Si j'ai décidé de réaliser ce documentaire, c'est principalement parce que les histoires de ces femmes m'avaient énormément touchée. Je voulais uniquement raconter leurs histoires sans forcément changer leurs cours”, a-t-elle précisé.

Coproduit par 2M TV, Iris Prod et Hauts les Mains Production, le documentaire (73 mns) joue tout de même à l'équilibrisme. Sur un fil donc, entre la volonté de raconter une histoire axée sur ses protagonistes, tout en prenant le risque de verser quelque peu dans le militantisme. Un risque rapidement évacué par Merieme Addou, qui voyait dans le destin de Ghita, Latifa et Saâdia, principalement “des histoires humaines qui comportaient également un ensemble d'éléments cinématographiques, avec notamment un arc narratif prepon-

dérant”.

L'émouvant décès de l'une des protagonistes plaide en ce sens. Mais pas seulement. La disparition de Latifa pendant la période du tournage prouve l'absurdité de la situation : des femmes abandonnées par leurs maris depuis 10, 15 ou 20 ans, et qui sont toujours dans l'incapacité de reprendre leur vie en main et avancer pour ne pas sombrer dans la tristesse et le désespoir. En cause, des procédures judiciaires d'un autre temps et qui ne se soucient guère des destins de celles qu'elles retiennent en otages. Des femmes dont le quotidien est d'une morosité sans nom, rythmé par des métiers journaliers et harassants, comme tisseuses ou cuisinières. Avec pour boulet accroché au pied, l'analphabétisme.

Pendant trois ans, Merieme Addou et son équipe ont mis en image les trop nombreux moments de peine et les très rares moments de joie de ces femmes dans une quête de dignité, de liberté et de bonheur, qui se sont envolés avec l'usure du temps. Le symbolisme utilisé à de multiples

reprises a délicatement allégé une atmosphère lourde émotionnellement. Les moments de silence par alternance en sont le reflet. Une façon de mettre aussi en avant l'omerta qui règne autour de ce sujet de société. “Je tenais à avoir ces moments pour contrebalancer les moments où la parole est donnée aux protagonistes”, nous a expliqué Merieme Addou.

Bon lui en a pris. Le documentaire est plus que jamais dans l'air du temps. Les femmes qui n'ont plus eu signe de vie de la part de leurs maris depuis des décennies, on en connaît tous une, de près ou de loin. Mais grâce à la diffusion du film “Les femmes suspendues”, les téléspectateurs ont certainement dû prendre conscience qu'une femme dont le statut marital reste indéterminé, c'est une maman, une tante ou une soeur dont le destin s'inscrit malheureusement et indéfiniment en pointillé. A la fin du documentaire, seule une des trois protagonistes a réussi à obtenir gain de cause, tandis que l'une est décédée, et la troisième toujours dans l'expectative.

Mohamed Ali Essaghraoui : *Il est très difficile de filmer la vraie vie et les sentiments des gens*

Comment s'est déroulée votre collaboration avec Merieme Addou ?

C'était notre première collaboration et tout s'est très bien passé. En travaillant avec Merieme Addou, j'ai découvert une personne très ouverte d'esprit et qui ne néglige aucune proposition. De plus, elle prend toutes les situations avec le sourire. Et surtout beaucoup de recul dans les cas des situations les plus tragiques.

Y a-t-il une différence entre vos projets pour le cinéma et ce documentaire ?

Certes, il y a des différences. Mais il ne faut pas oublier que le documentaire c'est

du cinéma en quelque sorte. Cela dit, j'avais plus de liberté pour faire ce dont j'avais envie. Pour tester et pour filmer à nouveau. Pour cela, Merieme a été très compréhensive. Elle m'a entièrement fait confiance.

Avez-vous rencontré des difficultés particulières lors du tournage ?

C'est vrai qu'il est très difficile de filmer la vraie vie et les sentiments des gens. Et techniquement, c'était aussi très difficile parce que j'étais seul : pas d'assistant caméra, pas de département lumière. Et à chaque fois je devais tourner avec une caméra différente car au début les moyens étaient très limités.

Quelles sont la part de préparation et la part d'improvisation lors du tournage ?

Il y a une séquence qui répond parfaitement à votre question, en l'occurrence quand Ghita parle au téléphone au mari de sa fille. Au départ, l'idée initiale consistait à filmer Ghita racontant à son ami les procédures et les obstacles qu'elle rencontre pour divorcer. Mais pendant que nous tournions cette séquence, elle reçoit l'appel du mari de sa fille. Une des meilleures séquences du documentaire alors qu'on aurait jamais imaginé y assister et la capturer.

Le documentaire a été produit sur

plusieurs années. Cette situation a-t-elle été difficile à gérer pour vous ?

Pas vraiment. Comme vous le savez, la fiction est un genre cinématographique techniquement plus difficile. Mais humainement, quand Latifa est morte, j'étais très triste. Je n'arrivais pas à la croire et à m'adapter à cette réalité. Je peux dire que c'est la situation la plus compliquée que j'ai eu à gérer. Parce que j'étais très confus. Après la disparition de Latifa, je ne savais pas comment filmer de nouveau dans sa maison et avec sa famille. Elle était mon amie.

Propos recueillis par C.C

Merieme Addou, réalisatrice

“Des histoires humaines qui ne manquent pas d'éléments cinématographiques”



Libé : Quand est-ce que l'idée de réaliser votre documentaire a-t-elle germé dans votre esprit ?

Merieme Addou : A partir de 2014, je réalisais un film institutionnel à l'occasion du 10^{ème} anniversaire du nouveau Code de la famille. Ce jour-là, je tournais une capsule au sujet des divorces en cas de disputes dans le hall du tribunal familial de Tanger. C'est à ce moment-là que j'ai été interpellée par des femmes qui m'ont proposé de me pencher sur le sujet de celles qui ont été abandonnées par leurs maris sans pour autant être répudiées. Leurs récits m'avaient vraiment touchée. Et c'est ainsi que j'ai commencé à faire des recherches sur le sujet.

C'est une rencontre fortuite qui a fini par vous convaincre de le traiter.

Effectivement. Lorsque j'étais au tribunal de Tanger, j'avais besoin d'une femme en instance de divorce qui accepterait d'être filmée pour les besoins du film institutionnel. Par l'entremise du président du tribunal, une des nombreuses femmes présentes a fini par accepter. A la fin du troisième jour de tournage, elle m'a fait une confidence : elle était, elle aussi, une "femme suspendue". Ce coup du destin m'a vraiment convaincue de traiter le sujet et de le décliner en documentaire de création.

Comment avez-vous réussi le tour de force qui consiste à braquer les projecteurs sur une problématique de société majeure, sans pour autant verser dans le militantisme ?

Je n'ai jamais eu la prétention de réaliser ce film avec pour objectif de faire bouger les choses ou faire avancer la cause des "femmes suspendues". Si j'ai décidé de réaliser ce documentaire, c'est principale-

ment parce que les histoires de ces femmes m'avaient énormément touchée. Je voulais uniquement raconter leurs histoires sans forcément changer leurs cours. Je voulais que mon film raconte avant tout une histoire axée sur ses protagonistes. Des histoires humaines qui comportaient également un ensemble d'éléments cinématographiques, avec notamment un arc narratif prépondérant. Pour s'en persuader, il suffit de consulter la procédure judiciaire longue et complexe que doivent traverser les "femmes suspendues" pour divorcer. Un véritable parcours du combattant.

Le documentaire est balisé de moments de silence poignants, était-ce une manière de mettre en avant l'omerta qui entoure ce sujet ?

Beaucoup de personnes pensent que le documentaire est un miroir de la réalité. Sans superflus. Mais c'est réducteur. Car visuellement, il y a une recherche approfondie d'éléments qui nous permettent de raconter l'histoire. Une histoire où le symbolisme est très présent d'ailleurs. Par exemple, les nombreux plans de femmes qui regardent par leurs fenêtres.

Pour moi, c'était un élément très important. Et c'était également une manière d'alléger un récit lourd émotionnellement. Une forme de respiration. D'où les moments de silence. Je tenais à avoir ces moments pour contrebalancer les moments où la parole est donnée aux protagonistes. Les moments de silence ouvrent la porte à de multiples interprétations, ce qui rend le public acteur quelque part de l'histoire.

Quel était votre état d'esprit après le décès d'une des protagonistes du documentaire ?

Ce n'est pas uniquement le décès de

Latifa qui nous a profondément touchés. En fait, depuis le moment où elle est tombée malade, nous avons tous été bouleversés. On a arrêté le tournage et on ne pensait même plus au documentaire. Toutes les forces de l'équipe étaient dirigées vers Latifa, pour l'aider à se rétablir. Nous avons fait des mains et des pieds. On a tout essayé pour la sauver. Mais en dépit de tous nos efforts, j'avais un mauvais pressentiment. Je craignais vraiment pour sa vie.

Ça a été encore plus dur car son décès était évitable. Elle est morte à cause d'une négligence médicale. Il est inconcevable qu'une personne se fasse opérer du cœur et qu'elle soit renvoyée de l'hôpital le lendemain de l'opération. Et tout ça sans lui donner un traitement médical adéquat.

Avez-vous pensé à renoncer à poursuivre la production du documentaire après ce drame ?

Non pas le documentaire. Mais son histoire. Oui nous avons pensé à supprimer les passages de Latifa dans le documentaire principalement pour des considérations d'ordre éthique. Car quand je racontais aux gens qu'une des protagonistes de mon documentaire est morte pendant la période du tournage, beaucoup ont vu en cette malheureuse péripétie un avantage.

Une occasion de faire le buzz. Mais ces réflexions m'ont particulièrement irritée et attristée. Je n'avais aucune envie de profiter de ce malheur pour que mon documentaire ait du succès.

Pendant que j'étais en pleine réflexion, le cousin de Latifa m'a convaincue de ne pas supprimer son histoire du documentaire. Il m'a convaincu que c'était mon devoir de diffuser son histoire. C'était une

sorte de soulagement. Même si je dois vous avouer qu'il a été très difficile pour nous, d'un point de vue émotionnel, d'annoncer la mort de Latifa dans le documentaire. A présent, nous sommes toujours en relation avec sa famille. Et notamment sa mère qui a eu le courage de nous accueillir chez elle après la disparition de sa fille, alors que nous étions extrêmement gênés par la situation.

Le succès de votre film confirme que les documentaires de création marocains ont le vent en poupe ces derniers temps

C'est sûr que l'on est sur la bonne voie. A mes débuts en 2011, les documentaires de création étaient très rares, contrairement à ces dernières années. Rien qu'en 2021, cinq documentaires de création marocains ont vu le jour. Certes, nous ne sommes qu'au début d'un long chemin à parcourir, mais je suis sûre que nous sommes sur la bonne voie.

Il est aussi vrai que le programme "Des histoires et des hommes", créé par 2M, concourt grandement au développement des documentaires de création dans le pays. Il offre une opportunité extraordinaire car il est assez unique en son genre, en comparaison à d'autres chaînes du Maghreb et du Moyen-Orient, hors chaînes thématiques. En l'occurrence la liberté de ton et de forme qui est accordée aux réalisateurs, mais aussi la liberté de réaliser un documentaire au-delà de 52 mn. Et qui plus est diffusé en prime time le dimanche soir. Enfin, le programme "Des histoires et des hommes" permet aux réalisateurs qui y participent de profiter d'une certaine légitimité et d'une protection si le sujet traité est houleux ou tabou.

Propos recueillis par C.C



Avec Omicron, New York craint de revivre le cauchemar de 2020



Les restaurants de Brooklyn ferment les uns après les autres en raison d'une flambée des contaminations, les files d'attente pour se faire tester s'allongent: New York craint de revivre le cauchemar de 2020, lorsque la ville était l'épicentre mondial de l'épidémie de Covid-19.

Samedi soir, l'Etat de New York, le quatrième le plus peuplé du pays avec quelque 20 millions d'habitants, a annoncé pour le deuxième jour consécutif un record de cas positifs au coronavirus, avec près de 22.000 contaminations.

A Brooklyn, depuis la fin de la semaine, dans le quartier à la mode de Greenpoint, plus d'une dizaine de bars et restaurants ont temporairement baissé le rideau après des cas soudains

chez leurs employés ou leurs clients.

Près du parc McCaren, une trentaine de personnes font la queue devant une camionnette médicale stationnée et qui propose des tests rapides. "Cela ressemble beaucoup à mars 2020", souffle Spencer Reiter, 27 ans, habitant du quartier, travaillant dans la finance et venu se faire tester avec son amie Katie Connolly, étudiante, car leurs amis sont positifs au Covid-19. "Voir ces files (...) c'est comme si tout recommençait", confie-t-il à l'AFPTV, sa compagne trouvant "cela vraiment flippant". Il faut dire que New York a été mise à genoux par la première vague de la pandémie au printemps 2020.

La mégapole de 8,5 millions d'habitants, longtemps surnommée "la ville qui ne dort jamais", avait été com-

plètement désertée pendant des semaines, comme dans un film de science-fiction.

Les immenses avenues de Manhattan n'étaient animées que par les sirènes anxieuses des services de secours, avec des hôpitaux débordés et des morgues contraintes d'enterrer les corps de victimes dans des camions frigorifiques.

Au moins 34.000 New-Yorkais ont perdu la vie depuis le printemps 2020 et la ville, notamment Manhattan, n'a jamais vraiment retrouvé son effervescence légendaire d'avant la crise sanitaire. "On est en fait revenus à la case départ, peut-être même à bien pire" qu'en mars 2020, s'alarme Jolanta Czerlanis, une Polonaise de 54 ans, venue se faire tester parce qu'elle ressentait quelques symptômes. "Cela fait

très peur et c'est très inquiétant parce qu'on espérait que cela irait mieux", dit cette employée dans la restauration. Et la nervosité a gagné les Etats-Unis face à la propagation très rapide du variant Omicron du Covid-19. Le président Joe Biden a prédit jeudi un "hiver de maladie grave et de mort" aux personnes non vaccinées.

Le 1er décembre, le nombre de nouveaux cas quotidiens dans tout le pays était de 86.000 en moyenne; le 14 décembre, il était de 117.000, soit une hausse d'environ 35% en deux semaines. Et dans le pays officiellement le plus endeuillé au monde par cette pandémie, le nombre de morts du Covid-19 a dépassé mardi les 800.000 depuis 2020, d'après le bilan de l'Université Johns Hopkins.

Le variant "Omicron est arrivé",

constate également le maire de New York Bill de Blasio. "Nous devons l'admettre: il avance très vite et nous devons être plus rapides", a déclaré vendredi sur CNN l'édile démocrate, à quelques jours de sa passation le 1er janvier avec son successeur élu, Eric Adams. M. de Blasio a imposé la vaccination obligatoire aux fonctionnaires municipaux, ainsi qu'à partir du 27 décembre, en principe, à l'ensemble du secteur privé, soit 184.000 entreprises et commerces. Mais rien ne dit que M. Adams fera appliquer cette décision.

Juste avant Noël, alors que New York attendait le retour de ses touristes, c'est la panique dans le célèbre quartier des théâtres et des comédies musicales de Broadway où les annulations de représentations se multiplient, à cause de cas positifs au sein des troupes.

Dernière victime vendredi soir, les quatre prochains spectacles des "Rockettes" au Radio City Music Hall ont été annulés en raison des "difficultés croissantes de la pandémie", selon la production.

Quant à la comédie musicale "Hamilton", elle a été annulée sans crier gare jeudi soir. "Nous sommes vraiment venus en avion pour une journée uniquement pour voir +Hamilton", ont protesté dépités devant l'AFPTV Dara et Myron Abston, un couple du Michigan. Et samedi soir, au Rockefeller Plaza de Manhattan, la célèbre émission de divertissement "Saturday Night Live" a annoncé qu'elle serait tournée sans public et avec une équipe réduite.

Edouard Massih, qui tient une épicerie libanaise à Brooklyn, reste pour l'instant ouvert mais il redoute que cette vague du Covid-19 ne provoque un nouvel exode d'habitants vers le nord de New York, dans des banlieues vertes et huppées, comme ce fut le cas en 2020 lorsque l'île de Manhattan s'était vidée.

Le Portugal commence à vacciner ses enfants contre le Covid

Le Portugal, un des pays au taux de couverture vaccinale parmi les plus élevés du monde, lance samedi sa campagne de vaccination des enfants âgés de 5 à 11 ans, emboîtant le pas à d'autres pays d'Europe en pleine progression du variant Omicron.

Près de 80.000 enfants, sur les quelque 640.000 compris dans cette tranche d'âge, se sont inscrits pour recevoir ce week-end une première dose du vaccin pédiatrique Pfizer. "J'étais inquiet, mais plus maintenant", témoigne Paulo, un garçon de 10 ans après avoir reçu sa piqûre dans un centre de vacci-

nation à Lisbonne. "Son grand frère de 12 ans était déjà vacciné, donc lui aussi voulait venir", précise sa maman, Zélia Monte, en se disant "soulagée" que toute la famille soit désormais vaccinée car le grand-père des enfants, âgé de 85 ans, vit avec eux. "Je respecte l'avis des médecins et ils disent que les vaccins sont sûrs", déclare Joana Espirito Santo, une maman de 41 ans employée dans un call-center qui accompagne ses jumeaux de 11 ans. "Ce sont les +fake news+ qui me font peur".

lançant un appel en faveur de la vaccination, le Premier ministre Antonio Costa a expliqué vendredi

que la progression du nouveau coronavirus était plus forte "chez les enfants non vaccinés et leurs parents".

Avec 88,9% de sa population de 10,3 millions d'habitants vaccinée, le Portugal occupe le deuxième rang mondial derrière les Emirats arabes unis, selon des données compilées par le site "Our World in Data". Par ailleurs, plus de 2,2 millions de doses de rappel ont déjà été administrées, offrant une protection accrue à 80% des plus de 80 ans et à 70% des 65-79 ans, selon la ministre de la Santé Marta Temido.

En dépit de ce taux de couver-

ture vaccinale, le gouvernement a rétabli depuis début décembre plusieurs mesures de contrôle sanitaire afin d'élargir l'usage du masque, du certificat de vaccination et des tests de dépistage. Le Portugal figure en outre parmi les pays qui exigent un test négatif pour les voyageurs arrivant sur son territoire, y compris ceux qui sont vaccinés. Cette mesure sera prolongée au-delà de la date initialement prévue du 9 janvier, à d'ores et déjà annoncé M. Costa.

Malgré ces restrictions, le nombre de nouvelles contaminations quotidiennes a atteint son plus haut niveau depuis février dernier et le

nombre de personnes hospitalisées en soins intensifs a doublé en un mois, poussant le taux d'occupation de ces services au-delà des 60%.

Comme ailleurs en Europe, le variant Omicron est en nette progression et devrait représenter 80% des nouveaux cas d'ici la fin de l'année, selon les prévisions des autorités sanitaires.

Pour réduire les contacts après les rassemblements prévus pour les fêtes de fin d'année, l'exécutif socialiste a également décidé de prolonger les vacances scolaires et rendre le télétravail obligatoire pendant la première semaine de janvier.

Trois ans après la révolution

La démocratie au Soudan est encore loin

Trois ans après le début de la "révolution" au Soudan qui a renversé Omar el-Béchir après 30 ans de dictature, les pro-civils s'apprêtaient à redescendre dans la rue dimanche contre le pouvoir de l'armée qui a suspendu la transition démocratique. Après le coup d'Etat militaire du 25 octobre et une répression qui a depuis fait 45 morts et des centaines de blessés, les fers de lance de la "révolution" anti-Béchir veulent relancer un mouvement qui s'est essouffé parmi les 45 millions de Soudanais englués dans une inflation à plus de 300%.

Le 19 décembre 2018, face au marasme économique dans lequel était plongé le Soudan de Béchir, sous embargo international, des centaines de milliers de Soudanais ont manifesté, forçant l'armée à démettre le dictateur quatre mois plus tard. Si les Soudanais avaient choisi ce jour-là, c'est qu'en 1955, à la même date, le Parlement du pays toujours sous tutelle britannique avait proclamé l'indépendance.

Bien décidés à en finir avec ce qu'ils appellent l'"occupation" des militaires, les partisans d'un pouvoir civil appellent à de nouvelles manifestations face aux généraux, dont le plus haut gradé, le général Abdel Fattah al-Burhane, a mené le coup d'Etat qui a rétabli la prépondérance de l'armée. Les manifestants devaient défilé dans les rues sous le slogan "pas de partenariat, pas de négociation" avec l'armée. "Le coup d'Etat a coupé la route à la transition démocratique: avec lui, les militaires ont pris le contrôle total de la vie politique et économique", affirme à l'AFP Achraf Abdelaziz, patron du quotidien indépendant "Al-Jarida". Bien avant le putsch, Khartoum reconnaissait que 80% des ressources du pays n'étaient toujours pas sous son contrôle. Nil ne sait quelle part de l'économie est entre les mains des militaires mais ils



contrôlent de nombreuses entreprises allant de l'élevage de volailles à la construction.

Avec le putsch et la suppression de l'aide internationale en rétorsion, dit encore M. Abdelaziz, "l'appareil sécuritaire l'a emporté sur les institutions politiques, or, pour mener une transition démocratique, il faut que le politique soit le moteur". L'armée a bien rétabli le Premier ministre civil, Abdallah Hamdok, et promis des élections libres en juillet 2023 mais n'a toujours pas formé de gouvernement.

En face, les pro-civils, qui accusent M. Hamdok de "trahison", pei-

nent à émerger politiquement: profondément divisés avant le coup d'Etat, ils continuent à ne pas s'entendre. Pourtant pour Khaled Omer, ministre évincé lors du putsch et cadre des Forces de la liberté et du changement (FLC), ce putsch donne "l'occasion de corriger les défauts du système d'avant" --cet attelage qui a rallié sous une même bannière anti-Béchir en 2019 civils, militaires et paramilitaires, rejoints en 2020 par les rebelles de régions reculées du pays.

Mais si l'union sacrée a fait long feu -- les civils entendaient récupérer seuls le pouvoir sous peu, les mili-

itaires ont imposé la prorogation pour deux ans du mandat du général Burhane à la tête de facto du pays -- les civils n'ont pas jusqu'ici présenté de plan d'action, ne cessent de répéter les diplomates qui les rencontrent régulièrement. M. Omer lui-même en convient: "Si les civils ne s'attellent pas à la tâche et si l'armée ne se retire pas de la politique, alors tous les scénarios sont possibles".

Au Soudan où, depuis des décennies, des conflits ont fait des centaines de milliers de morts, le scénario du pire pourrait déjà être enclenché, préviennent les observateurs, avec, officiellement selon

Khartoum, cinq millions d'armes aux mains de civils.

Déjà, au Darfour, près de 250 civils ont été tués dans des heurts entre éleveurs et cultivateurs -- une question qui revient chaque année aux mêmes saisons et que les accords de paix avec les rebelles étaient censés régler. Mais là aussi, la transition a pêché, les forces locales qui devaient être déployées n'ont jamais été formées et "les tribus font engager leurs hommes dans les groupes armés ou paramilitaires" pour se protéger, accuse M. Abdelaziz. De quoi, dit-il, "augmenter encore le nombre d'armes en circulation".

En pleine débâcle, Boris Johnson perd son ministre du Brexit

Boris Johnson connaît décidément une fin d'année particulièrement éprouvante: déjà affaibli, le Premier ministre britannique a perdu samedi soir son secrétaire d'Etat chargé du Brexit, invoquant des désaccords politiques.

Après la révélation de l'information par le journal Mail on Sunday, Downing Street l'a confirmée en publiant la lettre de démission de David Frost et la réponse du chef du gouvernement. Ce départ intervient alors que les difficiles négociations avec l'Union européenne sur la mise en oeuvre des dispositions post-Brexit en Irlande du Nord ne sont pas achevées, dans un contexte particulièrement difficile pour Boris Johnson.

Deux ans après son triomphe électoral sur la promesse de réaliser le Brexit, il se trouve cerné par les scandales et a essuyé cette semaine une

fronde de son camp à propos des mesures contre le Covid-19 puis la perte d'un bastion conservateur à l'occasion d'une élection partielle en Angleterre. Un scrutin déclenché par la démission d'un élu sanctionné pour une affaire de lobbying, que Boris Johnson est accusé d'avoir voulu protéger, avant de faire machine arrière.

Déplorant que sa démission ait fuité dans la presse, David Frost a annoncé dans sa lettre qu'elle prenait immédiatement effet. Selon le Mail on Sunday, Boris Johnson avait d'abord réussi à le convaincre de rester jusqu'à janvier. Le journal souligne que David Frost a invoqué les nouvelles restrictions pour lutter contre le coronavirus, la hausse des impôts et la politique suivie pour parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050 pour expliquer son départ. "Vous connaissez mes préoccupations au sujet de la direction ac-

tuelle des choses", a écrit David Frost à Boris Johnson, soulignant que, le Brexit assuré, "le défi pour le gouvernement est à présent de réaliser les opportunités qu'il nous donne". Boris Johnson s'est, quant à lui, dit "désolé" de la démission de David Frost, lui exprimant sa gratitude pour le travail qu'il a accompli.

La cheffe adjointe de l'opposition travailliste, Angela Rayner, a réagi sur Twitter en estimant que le gouvernement était "dans le chaos total précisément quand le pays traverse des semaines d'incertitude". "Boris Johnson n'est pas à la hauteur de la tâche. Nous méritons mieux que cette bouffonnerie", a-t-elle ajouté.

Dans les rangs de la majorité, le député Andrew Bridgen a estimé qu'il s'agissait pour Boris Johnson d'un "moment décisif". "Il doit changer ou partir", a-t-il déclaré sur Times Radio.

Sur Twitter, cet ardent Brexiter a souligné que le chef du gouvernement était "à cours de temps et d'amis pour tenir les promesses et la discipline d'un véritable gouvernement conservateur".

Pour l'ancienne Première ministre nord-irlandaise Arlene Foster, poussée au départ en avril car jugée trop modérée, la démission est "énorme pour ceux de nous qui croyaient qu'il tiendrait ses engagements pour l'Irlande du Nord". Selon le site Conservative Home, influent dans la majorité, "il est impossible d'interpréter une telle attaque en règle contre le bilan de Boris Johnson autrement que comme une coopération, au moins, aux tentatives de le faire tomber".

Partisan d'une ligne dure face à l'Union européenne, David Frost a dirigé pour Londres les négociations avec l'UE sur l'accord de Brexit puis sa mise en oeuvre, tout particulièrement

concernant l'application du protocole controversé sur l'Irlande du Nord. Ce dernier instaure un nouveau régime douanier pour cette province britannique, qui la maintient de fait dans le marché unique et l'union douanière européens.

Le Royaume-Uni et l'UE mènent depuis plusieurs mois d'âpres pourparlers pour aplanir leurs divergences sur la mise en oeuvre du texte, effectif depuis le début de l'année. Si David Frost a adopté une position inflexible pour exiger que soit écarté tout recours à la justice européenne pour le règlement des différends, le gouvernement a semblé récemment assouplir sa position à ce sujet. Diplomate de carrière, David Frost a travaillé à Bruxelles dans les années 1990 et a été ambassadeur au Danemark de 2006 à 2008. Il a aussi dirigé la Scotch Whisky Association (SWA).

« SOCIÉTÉ DES ENTREPÔTS FRIGORIFIQUES MAROCAINES COMPTE ETAT MAROCAIN » CONVOCATION A LA 2EME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 DECEMBRE 2021.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir assister à la réunion, qui aura lieu au siège de la Société des Entrepôts Frigorifiques, ayant son siège social à Fès, Ain Kaddous le Mardi 28 Décembre 2021 à 10 Heure avec l'ordre du jour suivant :

* Lecture du rapport de gestion établi par le conseil d'administration.

* Lecture du rapport général du commissaire aux comptes.

* Approbation des comptes de l'exercice clos le 30.06.2021.

* Quitus aux administrateurs.

* Affectation du résultat de l'exercice.

* Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

* Devenir des Entrepôts Frigorifiques de Fès et Meknès.

* Question diverses.

COMITE DIRECTEUR

N° 11 177/PA

LA SOCIÉTÉ CHAVENT SERVICES AUTOS SARL /AU

AU CAPITAL DE 100 000 DHS SIEGE SOCIALE : 13 LOT JAWHARA RDC BIR JDID RC N°15093 DISSOLUTION ANTICIPEE

Aux termes d'un procès-verbal en date 22 Novembre 2021 des décisions extraordinaires associée unique Mr EL HALLOUI BOUCHAIB a décidé :

• La Dissolution anticipée de la société CHAVENT SERVICES AUTOS SARL /AU ,

• Etre eux-mêmes les liquidateurs de la dite société,

• Le siège de liquidateurs est fixé à 13 LOT JAWHARA RDC BIR JDID, Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de première instance d'EL JADIDA 15 Décembre 2021 sous n°1460.

N° 11 178/PA

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale constitutive de la société: LOADING RMX SARL /AU L'an 2021,

le 16 Décembre 2021 Suivant le procès-verbal de l'AG constitutive en date 22 novembre 2021, il est établie les statuts d'une SARL/AU dont les caractéristiques sont :

Dénomination: STE LOADING RMX SARL /AU. Objet social: TRANSPORT DE MARCHANDISES-TRANSPORT TOURISTIQUE (ENTREPRENEUR DE)-TRANSPORT DE PERSONNEL. Siège social: N4 ETISSIR SIDI BOUZID EL-JADIDA-MOULAY ABDAL-LAH

Durée : 99ans Capital social : 100.000, 00 DHS Gérance : SAIDI ABDAL-LAH Le dépôt légal a été effectué au greffe du Tribunal de Première Instance d'el Jadida sous n°27273 date 15 Décembre 2021.

N° 11 179/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTERE DE L'INTERIEUR PROVINCE DE NOUACEUR COMMUNE DAR BOUAZZA AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 15 /2021 (Séance publique)

Le Jeudi 13 Janvier 2022 à 10 H, il sera procédé au siège de la Commune de Dar Bouazza à l'ouverture des plis afférent à l'appel d'offres sur offre de prix ouvert N° 15 /2021 relatif à l'affermage des consistances du souk hebdomadaire Larbaa Ouled Jerrar à la Commune de Dar Bouazza au titre de la gestion 2022.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du service des Marchés relevant de la Commune de Dar Bouazza, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics: www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 600.000,00 DHS (Six Cent Mille DHS).

L'estimation des prix de location des consistances du souk hebdomadaire Larbaa Ouled Jerrar est établie par le Maître d'Œuvre comme suit : 1.780.000,00 DHS (Un Million Sept Cent Quatre Vingt Mille DHS).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27,29 et 31du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada 1er 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au service de Développement des Ressources Financières;

- Soit déposer contre récépissé leurs plis au service précité;

- Soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 3 du règlement de Consultation.

N° 11 180/PA

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE) Branche Eau DIRECTION REGIONALE DU NORD Travaux sur réseau de distribution d'eau potable au niveau des centres Zaouit Sidi abdelkader, Issaguen, Ketama et Tamsaout

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 148DR9/C/AMN/5/2021 Séance publique

La Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau, sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger lance le présent appel d'offres qui concerne : les Travaux sur réseau de distribution d'eau potable au niveau des centres Zaouit Sidi abdelkader, Issaguen, Ketama et Tamsaout.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation. Cette consultation est ouverte uniquement aux petites et moyennes entreprises (PME) nationales, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 1 080 000,00 DH TTC. Cette estimation reste indicative et ne constitue pas un montant maximum.

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 10 800,00 DHou son équivalent en devise librement convertible.

Le dossier de consultation (RCDP, RCDG, CCAFP, CCAFG, CCTP, Définition et Bordereau des Prix) est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma>.

Les dossiers de consultation peuvent être retirés à l'adresse suivante : Bureau d'ordre de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau. Adresse : 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger.

- Téléphone : 05 - 39 - 32 - 85 - 15 /20 /25 - Fax : 05 - 39 - 94-02-08 /05-39-94-39-71

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats.

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- Soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

- Soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le Mercredi 12/01/2022 à 10h00 à la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger. L'ouverture des enveloppes se fait en un seul temps. Pour toute demande d'éclaircissement, rensei-

gnement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents prière de contacter la Division Achats de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau - Adresse : sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger Téléphone : 05-39-32-85-18/20/25 - Fax : 05-39-94-02-08/05-39-94-39-71 Email : fferrasi@onee.ma Les cahiers généraux et le règlement des achats de l'ONEE sont consultables et téléchargeables à partir du site des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

N° 11 181/PC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE) Branche Eau DIRECTION REGIONALE DU NORD

Travaux sur réseau de distribution d'eau potable au niveau des centres LarbaaTaourirt, Sidi Boutmim, Tamassint, Zarket et Ait Kamra

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 149DR9/C/AMN/5/2021

Séance publique La Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau, sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger lance le présent appel d'offres qui concerne : les Travaux sur réseau de distribution d'eau potable au niveau des centres LarbaaTaourirt, Sidi Boutmim, Tamassint, Zarket et Ait Kamra. Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation. Cette consultation est ouverte uniquement aux petites et moyennes entreprises (PME) nationales, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 840 000,00 DH TTC. Cette estimation reste indicative et ne constitue pas un montant maximum.

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 8 400,00 DHou son équivalent en devise librement convertible.

Le dossier de consultation (RCDP, RCDG, CCAFP, CCAFG, CCTP, Définition et Bordereau des Prix) est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma>.

Les dossiers de consultation peuvent être retirés à l'adresse suivante : Bureau d'ordre de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau. Adresse : 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger.

- Téléphone : 05 - 39 - 32 - 85 - 15 /20 /25 - Fax : 05 - 39 - 94-02-08 /05-39-94-39-71

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats. Les plis des concurrents,

établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- Soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

- Soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le Mercredi 12/01/2022 à 10h00 à la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger.

L'ouverture des enveloppes se fait en un seul temps.

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents prière de contacter la Division Achats de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau

- Adresse : sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger Téléphone : 05-39-32-85-18/20/25 - Fax : 05-39-94-02-08/05-39-94-39-71

Email : fferrasi@onee.ma Les cahiers généraux et le règlement des achats de l'ONEE sont consultables et téléchargeables à partir du site des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse :

<http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

N° 11 182/PC

ROYAUME DU MAROC OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE) Branche Eau DIRECTION REGIONALE DU NORD

AEP des douars des communes rurales de Taghramt et Ksar EL Majaz 2 ème tranche, Lot Travaux

d'achèvement du marché n°459 DR9/2020 (Génie Civil et Equipement) AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL - N° 150/DR9/C/D/2021

Séance publique La Direction régionale du nord de l'ONEE-Branche Eau, sise à Tanger, lance le présent appel d'offres qui concerne : AEP des douars relevant des communes rurales Ksar Sghir et Ksar Majaz à la province Fahs Anjra, lot : Achèvement 4 conduites(Génie Civil et Equipement) Le financement du projet sera assuré par la Banque Islamique pour le Développement (BISD). Les pièces justificatives à

fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 4 541 280,00DH TTC

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 90 900 DH ou son équivalent en devise librement convertible.

Une visite des lieux facultative est prévue le Jeudi 06/01/2022 à 10H00 à partir du siège de la commune rurale Ksar Majaz de l'ONEE Branche Eau comme lieu de rencontre.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable sur le portail marocain des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma/>.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse suivante :

Bureau d'ordre de la Direction la direction régionale du nord, Adresse : 6, rue Melilla, Castilla Tanger - Tél :0539 32 85 15/20/25 Fax : 0539 94 02 08/ 0539 94 39 71

Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux candidats.

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- Soit déposés contre récépissé au Bureau d'ordre dela Direction la direction régionale du nord : 6, rue Melilla, Castilla Tanger avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'ordre de la Direction la direction régionale du nord : 6, rue Melilla, Castilla Tanger avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

- Soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu à la même date limite de dépôts des plis le Mercredi19/01/2022et immédiatement après l'heure limite à 10H00 (heure locale)à la Direction la direction régionale du nord sis à 6, rue Melilla, Castilla Tanger

L'ouverture des enveloppes se fait en un seul temps

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents, contacter la division achats de la Direction régionale du nord de l'ONEE-Branche Eau

- Adresse : 6, rue Melilla, Castilla Tanger - Tél :0539 32 85 15/20/25 Fax : 0539 94 02 08/ 0539 94 39 71- Email : fferrasi@onee.ma

Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE - Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

N° 11 183/PC

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONALE DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)
BRANCHE EAU
Direction Approvisionnement et Marchés
Avis d'Appel d'offres
Ouvert N° :
56/DAM/S/2021
à plusieurs lots
Séance Publique

La Direction Approvisionnement et Marchés de l'ONEE-Branche Eau, sise à Rabat lance le présent appel d'offres qui concerne : Expertise sur le déficit d'exploitation des gérances Eau potables et Assainissement et recouvrement des créances des régies RAD et RDE

- Lot 1 : Déficit d'exploitation des gérances
- Lot 2 : Recouvrement des créances RAD- RDE

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation. L'estimation du coût des prestations s'élève à :

- Lot 1 : 5.140.800,00 DH TTC
- Lot 2 : 312.500,40 DH TTC.

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à :
- Lot 1 : 51.500,00 MAD
- Lot 2 : 3.200,00 MAD

Une Réunion d'information fortement recommandée est prévue le 29/12/2021 à 10:00 (heure locale) au lieu suivant : Direction Financière, Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Rabat - Maroc.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable sur le portail marocain des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma/>.

Le dossier de consultation peut être retiré à l'adresse suivante :

Bureau des marchés (DAM), Immeuble G, Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Rabat - Maroc, Tel : (+212) 0537 66 73 05 /06, Fax : (+212) 0537 66 75 13

Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux candidats.

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- Soit déposé contre récépissé au Bureau des marchés (DAM) à l'adresse : Immeuble G avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.
- Soit envoyé par courrier

recommandé avec accusé de réception au Bureau des marchés (DAM) à l'adresse : Immeuble G avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

- Soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le Mercredi 12 Janvier 2022 à 10:00 (heure locale) à la salle d'ouverture de l'Immeuble G à l'adresse : Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Rabat.

L'ouverture des enveloppes sera faite en plusieurs temps.

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents, prière de contacter l'entité d'achat Division Achats Industriels Spécifiques et de Support de la Direction Approvisionnement et Marchés à l'adresse : Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - CP 10220 - Rabat - Fax : (+212) 05 37 66 72 20.

Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux

raux sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de

l'ONEE-Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma> (Espace

entreprise - rubrique Achats)

N° 11 184/PC

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)
Branche Eau
DIRECTION REGIONALE DU NORD

TRAVAUX DE RECHERCHE ET REPARATION DE FUITES AVEC ENGAGEMENT SUR LE RESULTAT AU NIVEAU DU RESEAU DE DISTRIBUTION D'EP DU CENTRE d'ALHOCEIMA.
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 143DR9/C/AMN/5/2021
Séance publique

Avis de Report N°1

Il est porté à la connaissance des Sociétés intéressées par l'appel d'offres cité en dessus, que la séance publique d'ouverture des plis aura lieu **le Mercredi 19janvier 2022 à Dix (10) heures du matin au lieu du Mercredi 05janvier 2022 à Dix (10) heures du matin**, à la Direction Régional du Nord de l'ONEE-Branche Eau, sise à 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger.

N°11 185/PC

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)
Branche Eau
DIRECTION REGIONALE DRAA TAFILALET

Assainissement liquide du centre de BoumalneDades
Lot 3 : Achèvement de la Station d'Épuration

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL
N° 90/DRD/CA/D/2021
Séance publique

La Direction Régionale Drâa Tafilalet de l'ONEE-Branche Eau, sise à Meknès, lance le présent appel d'offres qui concerne les travaux d'Assainissement liquide du centre de BoumalneDades _ Lot 3 : Achèvement de la Station d'Épuration.

La réalisation des travaux objet du présent appel d'offres seront financés dans le cadre du cofinancement européen AFD/KW/BEI/UE.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 6 300 000,00 DH TTC.

Cette estimation reste indicative et ne constitue pas un montant maximum.

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 63 000,00 DH ou son équivalent en devise librement convertible.

Une visite des lieux facultative est prévue.

Date	Heure	Lieu de rencontre	Programme
Jeudi 06/01/2022	10H30	Siège du centre de l'ONEE branche eau à BoumalneDades (Province de Tinghir).	Visite des lieux des travaux

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable sur le portail marocain des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma/> et sur le site DGMarket (<http://afd.dgmarket.com/>)

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse suivante :

- Bureau d'ordre de la Direction Régionale DRAA TAFILALET ; 20, Rue Antsirabé - Meknès,
Tél : (05)35520508 Fax : (05)35524195

Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux candidats.

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- Soit déposés contre récépissé au Bureau d'ordre de la Direction Régionale Drâa Tafilalet de l'ONEE Branche Eau, sise à n°20, Rue Antsirabé BP 54 V.N Meknès avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis ;

- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'ordre de la Direction Régionale Drâa Tafilalet de l'ONEE-Branche Eau, sise à n°20, Rue Antsirabé BP 54 V.N Meknès avant la date et heure de la séance d'ouverture des plis ;

- Soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le Mercredi 02 Février 2022 à 10H00 à la Direction Régionale Drâa Tafilalet de l'ONEE-Branche Eau, sise à n°20, Rue Antsirabé BP 54 V.N Meknès.

L'ouverture des enveloppes se fait en un seul temps.

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents, contacter la Division Achats de la Direction Régionale DRAA TAFILALET de l'ONEE -Branche Eau - Adresse : 20, Rue Antsirabé - Meknès - Tél. : (05)35-52-05-08 - Fax : (05)35-52-41-95 - Email : yranchoun@onee.ma ; abouazizi@onee.ma

Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE - Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

N°11 186/PC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)
Branche Eau
DIRECTION REGIONALE DRÂA TAFILALET

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT - N° 99 DRD/CE/ASD/1/2021 A Lot unique
Séance publique

La Direction Régionale Drâa Tafilalet de l'ONEE-Branche Eau, sise à Meknès, lance le présent appel d'offres qui concerne **SOUS-TRAITANCE DE LA GESTION DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION, DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL - OPERATION KSOURS DE GOULMIMA-TINEJDAD (PROVINCE D'ERRACHIDIA).**

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 3 000 000,00 DH TTC

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 30 000,00 DH ou son équivalent en devise librement convertible.

Une visite des lieux facultative est prévue pour les candidats intéressés selon le planning suivant :

Date	Heure	Lieu de rencontre	Programme
Mercredi 05/01/2022	10H30	Siège de Centre ONEE-Branche Eau Tijnjad	Visite des stations et réseaux de distribution des centres Tijnjad et Mellab concernés par l'opération
Jeudi 06/01/2022	10H30	Siège de Centre ONEE-Branche Eau Goulmima	Visite des stations et réseaux de distribution des centres Goulmima, Tadighouste et Amellagou concernés par l'opération

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable sur le portail marocain des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma/>.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse suivante :

- Bureau des marchés de la Direction Régionale Drâa-Tafilalet de l'ONEE-Branche Eau

Adresse : 20, Rue Antsirabé BP 54 V.N Meknès

Tél : 05355205 08 Fax : 05 35524195

Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux candidats.

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- soit déposés contre récépissé au Bureau d'ordre de la Direction Régionale de Drâa Tafilalet de l'ONEE-Branche Eau, sise à 20, Rue Antsirabé BP 54 V.N Meknès avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

- soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale de Drâa Tafilalet de l'ONEE-Branche Eau, sise à 20, Rue Antsirabé BP 54 V.N Meknès avant la date et heure de la séance d'ouverture des plis.

- soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le Mercredi 19janvier 2022 à 10H00 à la Direction Régionale de Drâa Tafilalet de l'ONEE-Branche Eau, sise à 20, Rue Antsirabé BP 54 V.N Meknès. L'ouverture des enveloppes se fait en un seul temps.

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents, contacter la division achats de la Direction Régionale de Drâa Tafilalet (DRD/C) de l'ONEE-Branche Eau - Adresse : 20, Rue Antsirabé BP 54 V.N Meknès - Fax : 05 35 52 41 95 - Email : yranchoun@onee.ma.

Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE - Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

N°11 187/PC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)

Branche Eau
DIRECTION
REGIONALE
DE TENSIFT
ACQUISITION DES
BARGES FLOTTANTES
AU NIVEAU
DU BARRAGE
ALMASSIRA
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT-
N°89/DR2/2021 -

La Direction Régionale de Tensift de l'ONEE-Branche Eau, sise à Marrakech, lance le présent appel d'offres qui concerne : L'acquisition des barges flottantes au niveau du barrage Al Massira.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation. La réalisation des travaux objet du présent appel d'offres seront financés par la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

L'estimation du coût des prestations s'élève à 14 000.000 DH TTC. Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 140 000.00DH ou son équivalent en devise librement convertible.

Le dossier d'appel d'offres est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma/>.

Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE-Branche eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats)

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- soit déposés contre récépissé au Bureau d'ordre de la Direction Régionale de Tensift sise à l'Angle rue Badr et avenue Mohamed V Gueliz à la ville de Marrakech avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

- soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'ordre de la Direction Régionale de Tensift sise à l'Angle rue Badr et ave-

nue Mohamed V Gueliz à la ville de Marrakech avant la date et heure de la séance d'ouverture des plis.

- soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le LUNDI 17 Janvier 2022 à 10 heures à la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-Marrakech. Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents, prière de contacter l'entité d'achat "Division Achats - DR2/C" de la «Direction Régionale Du Tensift" à l'adresse: "Boulevard Mohamed V, Angle Rue Badr, Gueliz - Marrakech" - Fax : (+212) 05 24 43 91 09.

Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma> (Espace entreprise - rubrique Achats)

N° 11 188/PC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)

Branche Eau
DIRECTION
REGIONALE
DU TENSIFT
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT NA-
TIONAL

N°90/DR2/2021
Séance publique

La Direction Régionale du Tensift de l'ONEE-Branche Eau, sise à Marrakech, lance le présent appel d'offres qui concerne l'alimentation en eau potable de la commune rurale MEJJI (Province d'ESSAOUIRA) Lot 3 : Equipement.

Le financement du projet sera assuré par La Banque Islamique pour le Développement (BID).

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 229820,00DH TTC. Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 78 600,00 DH.

Le dossier de consultation peut être retiré à l'adresse suivante :

- Bureau Achats de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-Marrakech. Tél : 05 24 43 93 46 - 05 24 42 07 31 Fax: 05 24 43 91 09.

Le dossier de consultation est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse :

<https://www.marchespublics.gov.ma/>.

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats.

En cas d'envoi du dossier de consultation par la poste à un candidat, sur sa demande écrite et à ses frais, l'ONEE-Branche Eau n'est pas responsable d'un quelconque problème lié à la réception du dossier par le destinataire. Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, sise à Marrakech, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

- soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-BP : 631 -Marrakech, avant la date et heure de la séance d'ouverture des plis.

- soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le Jeudi 20 Janvier 2022 à 10 heures à la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-Marrakech.

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents, prière de contacter l'entité d'achat "Service Achats - DR2" de la "Direction Régionale Du Tensift" à l'adresse: "Boulevard Mohamed V, Angle Rue Badr, Gueliz - Marrakech" - Fax : (+212) 05 24 43 91 09.

Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma> (Espace entreprise - rubrique Achats)

N° 11 189/PC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)

Branche Eau
DIRECTION
REGIONALE
DU TENSIFT
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT-
N°91/DR2/2021
Séance publique

La Direction Régionale du Tensift de l'ONEE-Branche Eau, sise à Marrakech, lance le présent appel d'offres qui concerne : Maintenance des équipements électriques et hydromécaniques des stations de pompes relevant de l'agence mixte RHAMENA.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation. Cette consultation est ouverte uniquement aux petites et moyennes entreprises nationales telles que définies par l'article n°1 de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 600 000,00DH TTC.

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 6 000,00DH.

Le dossier de consultation peut être retiré aux adresses suivantes :

- Bureau Achats de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE-Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz BP :631-Marrakech. Tél: 05 24 43 93 46 - 05 24 42 07 31 / Fax: 05 24 43 91 09.

Le dossier de consultation est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma/>.

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats.

En cas d'envoi du dossier de consultation par la poste à un candidat, sur sa demande écrite et à ses frais, l'ONEE-Branche Eau n'est pas responsable d'un quelconque problème lié à la réception du dossier par le destinataire.

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-Marrakech, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

- soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Tensift de

l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz BP : 631-Marrakech, avant la date et heure de la séance d'ouverture des plis.

- soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le JEUDI 27 JANVIER 2022 à 10 heures 00 minutes à la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-Marrakech.

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents, prière de contacter l'entité d'achat "Division Achats - DR2/C" de la «Direction Régionale Du Tensift" à l'adresse: "Boulevard Mohamed V, Angle Rue Badr, Gueliz - Marrakech" - Fax : (+212) 05 24 43 91 09.

Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma> (Espace entreprise - rubrique Achats)

N° 11 190/PC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)

Branche Eau
DIRECTION
REGIONALE
DE TENSIFT

Travaux de curage des bassins anaérobies de la station d'épuration des eaux usées du centre de Sid L'Mokhtar
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT- N°

92/DR2/2021
à Lot unique
Séance publique

La Direction Régionale de Tensift de l'ONEE-Branche Eau, sise à Marrakech, lance le présent appel d'offres qui concerne : Travaux de curage des bassins anaérobies de la station d'épuration des eaux usées du centre de Sid L'Mokhtar.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

Cette consultation est ouverte uniquement aux petites et moyennes entreprises (PME) nationales, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 399 960,00 DH TTC.

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 4 000 DH ou son équivalent en devise librement

convertible. Une visite des lieux facultative est prévue le 12/01/2022 à 11h au site de la STEP de Sid L'Mokhtar.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable sur le portail marocain des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma/>.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse suivante :

- Bureau d'ordre de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-Marrakech - Tél : 05 24 35 12 10 Fax : 05 24 43 91 09

Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux candidats.

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- Soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-Marrakech avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-Marrakech avant la date et heure de la séance d'ouverture des plis.

- Soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le Jeudi 27 Janvier 2022 à 10h la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-Marrakech.

L'ouverture des enveloppes se fait en un seul temps.

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents, contacter la Division Achats de la Direction Régionale de Tensift de l'ONEE-Branche Eau - sise au Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-Marrakech - Fax : 05 24 43 91 09 - Email : rjdoua@onee.ma.

Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE - Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

N° 11 191/PC

ROYAUME DU MAROC

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE DE TAROUDANT

Avis de report d'Appel d'Offres n° 24/2021
Le Directeur Provincial de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau de Taroudant porte à la connaissance du public que l'Appel d'offres n° 24/2021 du 23/12/2021 à 10 H, relatif aux TRAVAUX DE RECONSTRUCTION D'UN OUVRAGE D'ART SUR OUED EL FAREGH AU PK 102+000 DE LA RN 10 (RN 7). PROVINCE DE TAROUDANT est reporté au 25/01/2022 à 10h.
Le reste est inchangé.

N° 11 1192/PA

En kiosque ou sur le web

Votre soutien, Notre avenir

La presse marocaine aux premiers rangs sur tous les fronts

© Myriam Kämlich

L'information par les professionnels:
rempart contre l'infoc



Mots flechés

Par Abou Salma

Jeux & Loisirs

RELEVÉ PAR LE CHEF	POSSESSIF CLASSE		ACIDE NUCLÉIQUE	CRI	PÈRE	TROU EN PRIME	PLUINÉ
ESCALIER D'ENTRÉE					ALCOOL DE RIZ		
HAUT MAL	BRANCHE REVENIR À LA LIGNE		GRAVITA CARDINAUX				
			DONNE LE CHOIX		DE BAS EN HAUT: CIEL	DIAPHRAGME	PARTIE D'UN ÉDIFICE
VOYELLES		PAIRE	ALERTE FORME D'ÊTRE				
SOUVERAIN ÉTHIOPIEN	POISSON PHASES			À L'ENVERS: AVENUE		EN KIT	DONNE LE CHOIX
				ION NÉGATIF			FLETRIÉS
CHEF DE TROUPE			UNE PARTIE DES ÉTYLIDES	SINGE FACTEUR	EN TÊTE		FAYE
FORME D'AVOIR		EN PERTE RETIRÉE			FRÈRE D'OSIRIS	ANNONCE UNE SUITE	POSSESSIF
MEMBRE SUPPLÉMENT						RAPPORTE BEAUCOUP	PLANTE
DÉFRAÎCHIE	SECRET ANCIEN			MISE HORS DE COMBAT	FAIT VOIR		
			PRÊT À ÊTRE MONTÉ			POISSON D'EAU DOUCE	
ÉTRANGER À ATHÈNES					BRONZÉS		

Solution mots flechés d'hier

PRIN	R	NOIE TROND	M	PARUTION	PLUVE	ENLEVER	O	BOUC	LA	CASTELLE	PRO	EST
	B	A	T	A	R	D	T	A	I	R	E	
LOON	V	A	N	T	A	E	N	G	I	N		
	M	E	N	T	V	E	R	L	O	T		
BRUPE	T	E	T	A	S	C	O	I				
STROM	L	I	A	N	G	L	O	S	E			
FORME	O	N	T	A	T	A				U	R	
SEPT	T	A	K	E	O	F	F					
ACTU	S	T	R	I	G	E	N	F	E			
IMPIDE	T	R	E	N	E	C	R	U				
	D	I	C	T	E	E	N	H	A			
EN	C	R	O	E	S	T	A	G	È			
ESTR	S	U	P	E	R	E	E	M	E	S		

Directeur de la Publication et de la Rédaction
Mohamed Benarbia

Secrétaire général de la rédaction
Mohamed Bouarab

Rédaction
Hassan Bentaleb
Alain Bouithy
Mourad Tabet
Wafaa Mejdoubi
Mehdi Ouassat
Chady Chaabi
Rachid Meftah

Responsable des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzafir

Service technique
Khadija Sabi (Responsable)
Meryem Warrach
Myriem Rehane
Khadija Halafi
Hafid Bouzarouata
Mariama Farki

Elkandoussi Elmaridi
Révision
Abdelmoumeïn Warrach
Secrétariat
Asmaa Tabaa

Photographe
Ahmed Laaraki
Correspondants
Ahmadou El Katab (Laâyoune)
Abdelali khallad (Essaouira)

Collaborateurs
Chouaib Sahnoun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdelkader
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

Responsible des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzafir

Service technique
Khadija Sabi (Responsable)
Meryem Warrach
Myriem Rehane
Khadija Halafi
Hafid Bouzarouata
Mariama Farki

Elkandoussi Elmaridi
Révision
Abdelmoumeïn Warrach
Secrétariat
Asmaa Tabaa

Photographe
Ahmed Laaraki
Correspondants
Ahmadou El Katab (Laâyoune)
Abdelali khallad (Essaouira)

Collaborateurs
Chouaib Sahnoun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdelkader
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

Responsible des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzafir

Service technique
Khadija Sabi (Responsable)
Meryem Warrach
Myriem Rehane
Khadija Halafi
Hafid Bouzarouata
Mariama Farki

Youssef El Gahs
Mouna El Youssoufi
Loubna Baghdadi
Latifa Mounib
Rkia Ait Dahman
Siham Zaïter
Fadwa Choukri

44, Avenue des F.A.R
3^{ème} Etage - Casablanca
Tél: 0522 31.00.62
0522 62.32.32
0522 60 23 44
Fax: 0522 31.28.10

Imprimerie
Les Editions Maghrebines

Distribution
SAPRESS
Dossier de PRESSE
130 / 64

Site web:
www.libe.ma

E-mail:
Libération@libe.ma
Téléphone:
0522 61.94.04

Fax de la rédaction:
0522 62.09.72

Service annonces et publicité
E-mail:
annoncesliberation@libe.ma

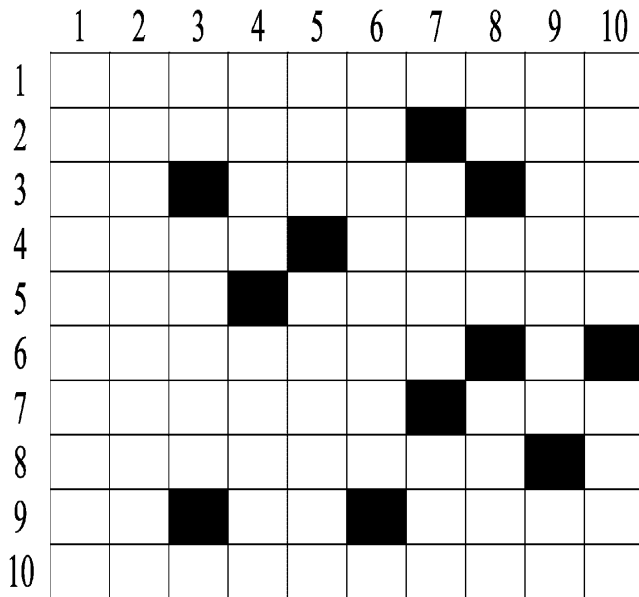
Journal Libération

Libération Maroc

المغرب OJD MAROC

2017 www.ojd.ma

Mots croisés

**HORIZONTALEMENT**

- 1- Propre aux bessons
- 2- Artère – Pierraille
- 3- Note Maréchal croate Défini
- 4- Parti – Motocross
- 5- Dêvétue Astre à queue
- 6- Gargote
- 7- Ecimai Point de saignée
- 8- S'esclafferaient
- 9- Génisse Renvoi
Ville d'Algérie
- 10- Obstination

VERTICALEMENT

- 1- Politesse
- 2- Souci de maître
- 3- A moi ! – Hausser
- 4- Greffe – Soutient
- 5- Brillé Redoute
- 6- Etat d'Europe
- 7- Grand ulmacée – Il se porte
- 8- Iridium Id est Foyer
- 9- Conter – Période
- 10- Indifférente - Respire

Grilles de sudoku

Facile

	4	3		7	5			2
	1		6		2	4		
2						8		
3			8			5		1
	8	9		2		7	3	
1		2			4			6
		1						8
		8	1		7		6	
5			2	9		1	4	

Moyen

						6	1	
7		6	1	8			4	
3			6					7
1			4			5		8
	3						7	
9	5			3				4
6				2				5
	1			4	5	3		2
	4	2						

Difficile

		5	7			9		
9			5	1				
		3			2	7		
6								
1			8	6	7			9
								3
		7	4			5		
				7	9			6
		4			8	3		

Expert

		9	6					1
	2				4	8		
			2				9	
6	1						3	
2			6					7
	7						6	2
	3		7					
		5	1					8
9				5	3			

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9.
Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d'hier

Facile

7	4	9	8	5	2	6	3	1
2	3	6	9	7	1	5	8	4
8	5	1	6	4	3	9	7	2
5	9	4	7	3	8	1	2	6
6	1	8	4	2	5	7	9	3
3	2	7	1	6	9	4	5	8
9	8	5	2	1	4	3	6	7
4	6	2	3	9	7	8	1	5
1	7	3	5	8	6	2	4	9

Moyen

8	3	7	1	4	5	9	6	2
6	4	2	3	8	9	7	5	1
5	9	1	7	2	6	8	3	4
2	1	9	5	7	3	6	4	8
7	5	6	8	1	4	3	2	9
3	8	4	9	6	2	5	1	7
9	7	3	4	5	1	2	8	6
4	6	8	2	3	7	1	9	5
1	2	5	6	9	8	4	7	3

Difficile

9	4	1	3	5	6	8	2	7
3	2	7	9	1	8	6	5	4
8	5	6	4	7	2	3	9	1
5	6	3	7	2	9	4	1	8
4	1	8	6	3	5	9	7	2
7	9	2	8	4	1	5	6	3
2	8	9	1	6	3	7	4	5
6	7	5	2	8	4	1	3	9
1	3	4	5	9	7	2	8	6

Expert

6	7	1	5	3	8	2	4	9
3	9	2	6	7	4	5	1	8
8	4	5	1	9	2	6	7	3
7	5	4	8	1	9	3	6	2
2	1	8	7	6	3	4	9	5
9	3	6	4	2	5	1	8	7
4	6	3	2	8	7	9	5	1
5	2	7	9	4	1	8	3	6
1	8	9	3	5	6	7	2	4

Solution mots croisés d'hier

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	D	E	M	O	G	R	A	P	H	E
2	I	M	I	T	E	E		E	U	S
3	C	O	T	E	L	E	T	T	E	S
4	H	U		R	A	L	E	R		I
5	O	V	E		T	U	T	O	I	E
6	T	A	N	D	I	S		L	E	U
7	O	N	D	I	N		L	E		X
8	M	T		R	E	P	E	T	E	
9	I	E	N	A		R	A	T	I	O
10	E	S	T	I	M	E	R	E	N	T

Sport

Coupe arabe des nations

L'Algérie sacrée championne Le Qatar remporte le bronze



L'Algérie a été sacrée championne après sa victoire face à la Tunisie (2-0, a.p.), samedi au stade Al Bayt à Al Khor, en finale de la Coupe arabe des nations.

Les deux sélections n'ont pu se départager au terme du temps réglementaire (0-0).

Les Fennecs ont ouvert la marque à la 99ème minute grâce à Amir Sayoud, avant que Yacine Brahimi ne corse l'addition (120+5è).

L'Algérie succède ainsi au palmarès de cette compétition au Maroc, vainqueur en 2012.

En match pour la troisième place, le Qatar a remporté le bronze en

s'imposant face à l'Egypte aux tirs au but (5-4).

Après un match qui s'est soldé par un nul blanc au terme du temps réglementaire et des prolongations, les deux équipes ont eu recours aux tirs au but pour se départager, un exercice qui a tourné à la faveur du Qatar, pays hôte de cette 10^e édition de la Coupe arabe.

Tensions sur les Champs-Élysées entre supporters algériens et forces de l'ordre

Des tensions entre supporters algériens et forces de l'ordre ont marqué samedi soir à Paris les festivités pour la victoire de l'Algérie en finale de la Coupe arabe, sur l'avenue des Champs-Élysées qui avait été interdite aux supporters par les autorités.

Selon un bilan à 00H00, 25 personnes ont été interpellées et 378 ont été verbalisées pour non-respect de l'arrêté préfectoral ou pour infractions routières (45), a indiqué sur Twitter la préfecture de police de Paris. Les forces de l'ordre ont dispersés les supporters qui se sont rassemblés et verbalisés ceux qui se sont maintenus malgré la dispersion, a précisé samedi soir à l'AFP une source policière. Vers 23H30, il y avait encore quelques supporters sur les Champs-Élysées, sans incident, a ajouté cette source.

Après de premières festivités dans le calme, dans le quartier parisien de Barbès, plusieurs centaines de supporters algériens se sont rassemblés sur les trottoirs des Champs-Élysées et la circulation était très dense sur l'avenue, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des vidéos de journalistes partagées sur Twitter ont montré plusieurs charges des forces de l'ordre pour disperser de jeunes hommes, au milieu des badauds et des touristes sur les Champs-Élysées illuminés pour Noël. Les forces de l'ordre avaient été déployées en très grand nombre sur les trottoirs et aux abords des Champs-Élysées. Le préfet de police y avait annoncé l'instauration d'un périmètre de sécurité à l'intérieur duquel était interdite la présence des supporters.

L'arrêté pris jeudi faisait "suite aux débordements survenus lors des matchs précédents de cette coupe, durant lesquels de nombreux supporters de football s'étaient rassemblés sur l'avenue des Champs-Élysées, envahissant les voies de circulation et envoyant projectiles, fumigènes et mortiers en direction des forces de l'ordre", avait écrit la préfecture de police (PP).



Premier League

Arsenal consolide sa quatrième place, le Covid frappe encore

En gagnant facilement (4-1) à Leeds, à la dérive, Arsenal a conforté sa quatrième place, lors du seul match de la 18^e journée de Premier League au programme samedi, après que des cas de Covid ont entraîné le report d'Aston Villa-Burnley.

Le club de Birmingham avait annoncé la décision à moins de trois heures du coup d'envoi (16h00) en l'expliquant par de nouveaux tests positifs au coronavirus qui "ont confirmé une nouvelle réduction de notre effectif déjà affecté avant le déplacement à Norwich en milieu de semaine".

Il s'agissait de la dixième rencontre décalée pour des raisons sanitaires sur les trois dernières journées, dont six pour la 18^e qui

devait de dérouler ce week-end. Dans l'après-midi, il y a tout de même eu des nouvelles rassurantes sur ce front, en provenance de Tottenham, club qui avait été le plus touché et qui a déjà trois matches de retard, dont un en raison de fortes chutes de neige, le 28 novembre, à Burnley. "Il y a de bonnes nouvelles parce que presque tous les joueurs sont de retour à l'entraînement et dans un ou deux jours, tout l'effectif devrait être négatif et le staff aussi", a indiqué l'entraîneur Antonio Conte, à la veille du match contre Liverpool, qui est maintenant.

Tottenham a compté jusqu'à huit joueurs et cinq membres de son staff positifs, ce qui avait entraîné l'annulation de son match de Ligue Europa Conférence contre

Rennes, prévu il y a neuf jours. Les fans de foot anglais devront donc se contenter de quatre rencontres ce week-end, mais avec les quatre premiers au classement en lice.

Samedi, Arsenal a profité de son déplacement à Leeds pour consolider sa quatrième place et le ticket virtuel pour la Ligue des champions qu'elle confère (4-1). Avec 32 points, les Gunners ont quatre longueurs d'avance sur West Ham qui a un match en moins, et cinq sur Manchester United, qui a deux rencontres à jouer en plus. La défense poreuse des Peacocks, 16^e au classement avec cinq unités d'avance sur la zone rouge, est actuellement une bénédiction pour leurs adversaires, puisqu'ils ont pris quatorze buts lors des trois dernières rencon-

tres, dont la moitié à Manchester City (7-0) en milieu de semaine.

Accablée par sept absences sur blessures, donc celles de ses internationaux Calvin Phillips et Patrick Bamford, l'équipe de Marcelo Bielsa paye aussi les choix radicaux de son coach qui ne transige jamais sur ses options risquées, adepte d'un football total.

Face aux Gunners qui ont de plus en plus de certitudes - Arsenal alignait pour la première fois depuis plus de cinq ans et demi le même onze de départ pour le 4^e match de championnat consécutif -, 45 minutes ont suffi pour sombrer.

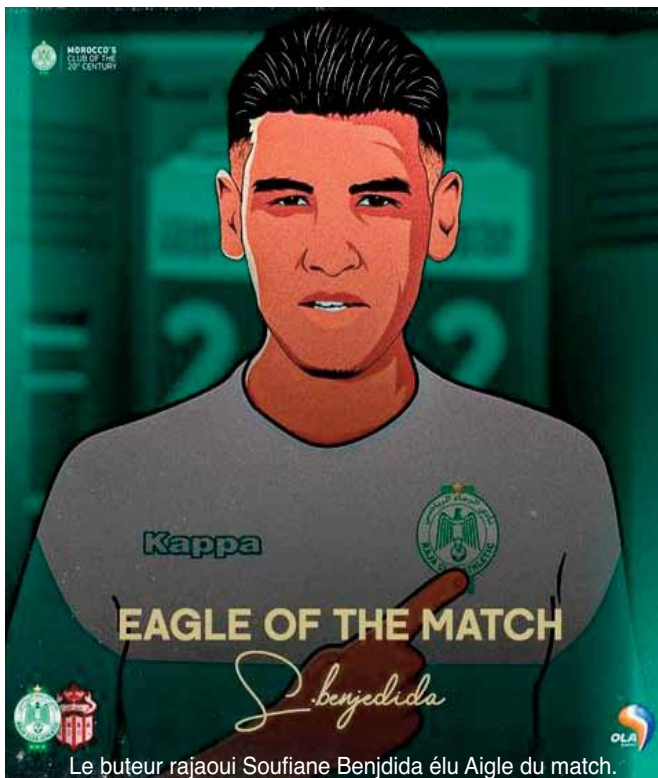
Le jeune Brésilien Gabriel Martinelli, déjà buteur contre West Ham (2-0), mercredi, a inscrit cette fois un doublé. Il a profité d'un bon

pressing d'Alexandre Lacazette, en-core capitaine après le retrait du brassard à Pierre-Emmerick Aubameyang, écarté du groupe pour des raisons disciplinaires (1-0, 16^e), avant de convertir avec sang-froid une belle ouverture de Granit Xhaka (2-0, 28^e).

Bukayo Saka a enfoncé le clou avant la pause, d'une frappe déviée qui a pris à contre-pied Illan Meslier (3-0, 42^e) et Emile Smith-Rowe a clos la marque en toute fin de match (4-1, 84^e), après que Raphinha eut réduit le score sur penalty (3-1, 75^e). Avec le déplacement à venir chez la lanterne rouge Norwich dans huit jours, les Londoniens pourront viser un quatrième succès de rang et espérer assoier un peu plus leurs ambitions.

Le Raja s'impose à domicile

Le Wydad chute à El Jadida



Le buteur rajaoui Soufiane Benjdidia élu Aigle du match.

Le Difaâ d'El Jadida (DHJ) s'est imposé face au Wydad de Casablanca (WAC) par 2 buts à 1, samedi au stade El Abdi d'El Jadida, à l'occasion de la 13ème journée de la Botola Pro D1 "Inwi". Mené 2 buts à 0 à la fin de la première période, le Wydad n'a pu que réduire le score en deuxième mi-temps.

L'ouverture du score pour le club jdidia a été signée Zakaria Hadraf à la 15ème

minute, avant de doubler la mise par Ayoub El Gaadaoui à la 38ème minute. Les Rouge et Blanc ont réduit l'écart à la 81ème minute par Yahya Attyat-Allah. Suite à cette rencontre, le DHJ grimpe à la quatrième place du classement avec 20 points, tandis que le WAC, 32 points, se maintient à la première place.

L'Association Sportive des FAR (AS FAR) a, quant à elle, battu le Chabab de Mohammédia (SCCM) par 1 but à 0, au

complexe sportif Prince Moulay Abdellah de Rabat.

Les Militaires ont ouvert la marque à la 51ème minute grâce à Zakaria Fati.

Au terme de cette rencontre, l'AS FAR, 23 points, se maintient à la troisième place, tandis que le Chabab de Mohammédia est septième avec 17 points. Pour ce qui du troisième match de samedi, le Mouloudia d'Oujda (MCO) a été défait par le FUS de Rabat (FUS) sur le score de 2 buts à 1, à domicile au stade d'honneur d'Oujda.

L'ouverture du score pour la formation de l'Oriental est survenue grâce à un penalty de Youssef Anouar à la 35ème minute. Le FUS de Rabat a recollé au score à la 44ème minute avec une réalisation de Mountassir Lahtimi. Les Fussistes ont pris le dessus à la 70ème minute grâce à Réda Hajhouj.

Suite à cette rencontre, le FUS, 12 points, se hisse à la 12ème place, tandis que le Mouloudia d'Oujda est 15e avec 10 unités. Concernant les matchs joués vendredi, la Renaissance de Berkane (RSB) s'est inclinée à domicile face au Rapide Oued Zem (RCOZ) sur le score de 1 but à 0, au stade municipal de Berkane.

Le Rapide Oued Zem a ouvert la marque à la 34ème minute par Mehdi Moufeddal. Au terme de cette rencontre, Oued Zem, 10 points, grimpe à la 14ème place, tandis que Berkane est quatrième avec 19 points.

Le Raja de Casablanca (RCA) a, lui aussi, décroché la victoire (1-0) contre le Hassania d'Agadir (HUSA), vendredi, au complexe sportif Mohammed V de Casablanca.

L'équipe casablancaise a ouvert la marque à la 90ème minute par le biais de Soufiane Benjdidia. Suite à ce résultat, le Raja, 27 points, demeure à la deuxième place, alors que le Hassania est 13ème avec 11 points.

Bruno Lage élogieux envers le "Maldini marocain" Romain Saïss

L'entraîneur de Wolverhampton, Bruno Lage, n'a pas tari d'éloges envers Romain Saïss après la victoire des Wolves contre Brighton mercredi, qualifiant le défenseur de "Maldini marocain".

Saïss a marqué durant le temps mort de la première période, avec une volée bien placée qui a offert la victoire 1-0 aux Wolves. A l'issue de ce premier succès en cinq matchs, Lage a comparé le joueur de 31 ans à la légende de l'Italie et du Milan AC, Paolo Maldini. "Quand nos attaquants ne marquent pas, Saïss apparaît. C'est pourquoi tout le monde le connaît comme le Maldini du Maroc", a indiqué Lage. "Il mérite ce but parce qu'il fait une bonne saison", a soutenu le coach portugais, relevant que "Saïss a eu une grosse occasion de marquer contre Manchester United. Il a ensuite marqué contre Aston Villa et aurait pu marquer deux fois contre Brighton". "Il est là à chaque fois, il travaille dur et essaie d'améliorer son jeu. C'est tout à son honneur", a poursuivi Lage.

Les Wolves ont été léthargiques pendant une grande partie de la première mi-temps avant que Saïss ne trouve le chemin des filets. Ils se sont considérablement améliorés en deuxième période mais n'ont pas réussi à concrétiser leurs occasions. Grâce à cette victoire, Wolverhampton grimpe à la huitième place du classement avec 24 points en 17 journées de championnat.



Une majorité de supporters favorables à des Coupes du monde plus fréquentes

Une majorité de supporters du football sont favorables à des Coupes du monde masculines et féminines plus fréquentes, selon les résultats d'un sondage mondial commandé par la FIFA.

Depuis quelques mois, l'instance mondiale de football défend avec insistance son projet d'une Coupe du monde tous les deux ans. L'enquête, dont les résultats ont été publiés vendredi, a été menée d'août à novembre 2021 dans le cadre d'un processus de consultation élargi auprès de toutes les parties prenantes du football autour de ce projet.

En mai dernier, 166 associa-

tions membres ont voté en faveur de la réalisation d'une étude de faisabilité portant sur une Coupe du monde bisannuelle. "Dans ce cadre, des enquêtes impliquant plus de 100.000 participants issus de 140 pays ont été menées depuis juillet", précise l'instance dans un communiqué.

Au total, "77.000 personnes ont été interrogées sur leur éventuel désir de voir plus régulièrement des Coupes du monde, par exemple tous les deux ans, à condition que le niveau de sollicitation des joueurs n'augmente pas". "La réduction du nombre de fenêtres internationales, l'introduction d'une période de

repos obligatoire et la protection de la santé et du bien-être des joueurs ont été les principaux arguments clés de la FIFA au cours du processus de consultation en cours", rappelle la même source.

Interrogés sur leur souhait de voir des Coupes du Monde masculines et féminines organisées plus fréquemment – à condition que le niveau de sollicitation des joueurs et joueuses n'augmente pas –, "plus de la moitié des sondés se sont déclarés favorables à cette éventualité".

Sur les 30.390 personnes ayant déclaré que le football était leur sport favori, 63,7% souhai-

teraient voir des Coupes du monde masculines plus fréquemment, 23,3% ont répondu "peut-être", 11% y sont opposés et 2% sont "sans opinion".

Par ailleurs, 52,4% des supporters souhaiteraient voir des Coupes du Monde féminines plus fréquemment, 28,4% ont répondu "peut-être", 13,5% y sont opposés et 5,7% sont "sans opinion".

D'après la FIFA, la catégorie d'âge la plus favorable à une fréquence accrue des Coupes du Monde masculine et féminine est celle des "25-34 ans", tandis que la plus opposée est celle des "plus de 55 ans".

Le continent africain compte le grand nombre de supporters plus favorables à des Coupes du monde plus fréquentes (76 % "pour" une Coupe du monde masculine plus fréquente), suivi par l'Asie (66%). Les pays les plus favorables à cette idée sont la Turquie (87%), l'Inde (85%) et l'Afrique du Sud (85%).

Dans ce sondage réalisé par la FIFA, le taux de désapprobation est particulièrement important auprès des amateurs de football de 3 pays : l'Angleterre (52% contre une Coupe du monde masculine plus fréquente), l'Allemagne (42%) et la France (40%).

De nouvelles archives secrètes sur l'assassinat de Kennedy déclassifiées

Le gouvernement américain a rendu publics mercredi des milliers de documents du FBI et de la CIA en lien avec l'assassinat de John F. Kennedy en 1963, qui continue à alimenter les théories du complot malgré la conclusion officielle selon laquelle le président a été tué par Lee Harvey Oswald.

Les rapports déclassifiés montrent que les enquêteurs ont multiplié les pistes, des services de renseignement soviétiques à des groupes communistes en Afrique en passant par la mafia italienne, pour déterminer si Oswald avait bénéficié de complicités dans ce meurtre commis le 22 novembre 1963 à Dallas, au Texas, et qui avait provoqué un choc dans le monde entier.

Ils montrent notamment que les Etats-Unis ont intensifié leurs activités d'espionnage et d'influence sur le régime cubain de Fidel Castro, avec qui Oswald avait eu des contacts et que le gouvernement de Kennedy vou-

lait renverser.

Les 1.491 documents ont été diffusés sur le site des Archives nationales, qui contient déjà des dizaines de milliers de dossiers liés à la mort de Kennedy et à l'enquête qui a suivi.

L'assassinat a donné lieu à de nombreuses théories complotistes, alimentées par des centaines de livres et de films comme celui d'Oliver Stone "JFK" (1991).

Elles réfutent les conclusions de la commission d'enquête dite "commission Warren" qui avait déterminé en 1964 que Lee Harvey Oswald, un ancien commando marine ayant vécu en Union soviétique, avait agi seul dans l'assassinat du président Kennedy. Oswald a été tué le 24 novembre 1963 par Jack Ruby. Certains pensent qu'Oswald a été utilisé par Cuba ou l'URSS.

D'autres estiment que l'assassinat a été commandité par l'opposition cubaine avec le soutien des services secrets américains et du FBI, ou par des opposants à



JFK aux Etats-Unis. En 2017, Donald Trump avait rendu publics des dossiers dans cette affaire, conformément à une loi du Congrès de 1992 exigeant que tous les documents liés au président Kennedy soient publiés dans les 25 ans.

Le président Biden, qui avait promis de respecter la loi, avait

toutefois reporté d'un an en octobre la déclassification de nouveaux documents.

La Maison Blanche est désormais sous pression de rendre publics les autres documents avant le 15 décembre 2022, sauf si elle a des raisons de les conserver au secret.

Philip Shenon, spécialiste de

l'assassinat de Kennedy, a estimé mercredi dans le magazine Politico que certains documents ne seraient jamais publiés pour des raisons de sécurité, et que cela continuerait à alimenter les thèses complotistes.

Selon lui, 15.000 documents restent au secret, la plupart émanant de la CIA et du FBI.

Recettes

Pommes de terre farcies au mascarpone



Ingrédients :

6 pommes de terre
60 g de jambon de parme
60 g de mascarpone ou de crème fraîche
1 bouquet de ciboulette
1 noix de beurre
1 pointe de muscade
Poivre

Préparation

1. Lavez les pommes de terre sans les éplucher. Mettez-les à cuire à la vapeur pendant 20 à 30 mn selon leur grosseur.

2. Hachez le jambon de parme.

3. Lavez, essorez, ciselez la ciboulette.

4. Laissez tiédir les pommes de terre. Coupez leur chapeau sur 1 cm d'épaisseur dans le sens de la longueur. Creusez-les en laissant 1 cm de chair tout autour.

5. Préchauffez le four à 150°/th. 5.

6. Ecrasez à la fourchette la chair de pommes de terre récupérée, mélangez-la au mascarpone, au jambon et à la ciboulette. Poivrez, ajoutez de la muscade. Farcissez chaque pomme de terre de cette préparation. Parsemez d'éclats de beurre.

7. Enfouissez 10 mn.

En Italie, un faux aveugle qui a perçu 170.000 euros d'aides surpris au volant d'une voiture

Un Italien qui a perçu pendant des années une aide financière de l'Etat pour malvoyance a été arrêté mercredi sous le soupçon de fraude après avoir été surpris en train de conduire, de circuler en scooter et de faire du lèche-vitrines, ont indiqué les médias.

Cet habitant de Palerme en Sicile a perçu un total d'au moins 170.000 euros (191.000 dollars) d'aides depuis 2008 après avoir déclaré être "totalement aveugle" en raison d'un problème congénital.

La police financière italienne a été alertée après que le faux handicapé visuel eut renouvelé en 2018 son permis de conduire, selon les informations de presse.

La police qui le surveillait l'a surpris en train de conduire tout en pianotant en même temps sur son portable, de contempler les vitrines tout en marchant dans une galerie marchande fréquentée et d'apprendre à sa fille à faire du vélo.

L'homme de 40 ans a également circulé en scooter, sans assurance, a rapporté Palerme

Today, précisant qu'il avait été surnommé "Berlusconi", d'après le nom de l'ancien Premier ministre italien empêtré dans des affaires judiciaires.

Il était connu des services de police, ayant été condamné en 2020 en première instance à une peine de prison de près de 15 ans pour appartenance à un

réseau qui mettait en scène de faux accidents de la circulation pour percevoir le montant des assurances. Cette condamnation fait l'objet d'un appel. Bien qu'il soit propriétaire d'un garage, le suspect percevait également le "revenu de base" mensuel versé en Italie aux citoyens les plus pauvres.

